

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE DE RIVOLI, 16.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser pour l'administration au citoyen SONNIER, directeur-gérant ; Pour la rédaction au citoyen CAHAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 16. (Affranchir.)

Paris, 12 avril.

A quoi servent les avertissements sages ? Trop souvent à rien, même dans la vie privée. A plus forte raison ce fait apparaît au milieu de l'agitation politique. L'opiniâtreté individuelle arrivant à se former en faisceau, la résistance aux avis raisonnables et loyaux s'augmente en raison multiple du nombre des membres de la coterie.

Il est fâcheux de se répéter si souvent. Nous sommes pourtant condamnés à le faire tant que nos adversaires s'évertueront à égarer l'opinion publique.

A propos de la ridicule protestation des bonnets à poil, notre numéro du 18 mars disait : « Aujourd'hui nous vous avons sauvés de la guerre civile ; ayez assez de bon sens pour vous en souvenir. » Nous redisons chaque jour : « Montrez donc le courage de votre opinion ; si l'état actuel vous froisse, venez sur la place publique ; expliquons-nous enfin, une fois pour toutes. Mais pour votre honneur, abandonnez ce rôle d'agitateurs nocturnes se glissant le long des maisons pour effrayer les femmes et les enfants. »

Cette façon d'agir, chacun ayant sa part loyale de champ et de soleil, paraît n'être pas du goût de l'Assemblée nationale. A propos d'un compte-rendu de la Société des Droits de l'homme, textuellement, comme c'est notre devoir, l'Assemblée nationale trouve bon de nous mettre en cause parce que nous demandons compte aux hiboux de la régence et de la légitimité, même à certains prêtres de la Bretagne, de leurs menées ténébreuses, déloyales et anti-républicaines. Selon ces nobles chevaliers, il faudrait ne pas avertir le peuple qu'ils cherchent à tromper. Nous devrions ne pas crier : Garde à vous ! quand un émissaire maladroît laisse voir les rayons de sa lanterne sourde. Ce n'est pas assez pour eux d'avoir entendu le Gouvernement provisoire proclamer l'abolition de la peine de mort en matière politique, ils voudraient nous voir marcher le bandeau sur les yeux, le bâillon dans la bouche, afin de laisser à tous ces nobles républicains, si heureusement nés naguères, la facilité de nous exécuter selon les décrets pleins de mansuétude rendus par eux avant la Révolution de Février et en vue d'un succès qu'ils étaient assez fous pour rêver. En vérité, messieurs, vous êtes trop exigeants, et nous ne sommes point de si facile composition. Puisque votre mémoire est paresseuse, permettez-nous de l'aider en vous rappelant notre réponse à la Presse : « Avant que régence ou « monarchie s'implantent de nouveau en France, on « nous aura passé sur le ventre à tous. Vous sentez-« vous de force à le faire, à le tenter seulement ? »

Eh ! vraiment non, vous ne l'avez pas, cette force. Si vous l'aviez, la discussion serait close aujourd'hui, et nous n'aurions pas à vous redire, avec la société des Droits de l'homme : « Oui, c'est vous, réacteurs méprisables, qui mettez la France sur les limites de la banqueroute ! oui, c'est vous qui, par votre lâche servilisme et votre complicité dans les crimes du dernier règne, avez contribué au vol des finances de l'Etat et de la caisse d'épargne du pauvre ! oui, c'est vous qui avez pris votre part dans ce pillage infâme, et le livre trouvé chez Louis-Philippe montrait arithmétiquement votre valeur vénale. » Sous cette dégradante étiquette : Les hommes à moi, votre ancien maître vous a cotés selon vos mérites, et le chiffre écrit en regard de vos noms met tout le monde à même d'apprécier le degré où avait pu descendre chacun des officiers de la marmite constitutionnelle.

Est-il donc impossible qu'un homme déchu remonte à son rang ? Pour vous-mêmes, pour votre honneur, nous répugnons à le croire : revenez donc aux sentiments humains. Au lieu de dépenser votre superflu à payer des bandits pour agiter les départements, imitez ces pauvres familles qui prennent sur le nécessaire pour venir en aide à l'Etat, que vous cherchez à troubler. Ne donnez pas au monde ce spectacle abominable de barons chrétiens, de prêtres catholiques abdiquant je ne dis pas la noblesse de la race, mais la dignité de l'homme pour descendre plus bas que les brutes.

Les bêtes fauves se jettent sur leur proie et la tuent pour manger, c'est la loi de leur nature, mais ce n'est pas un calcul. Pesez bien ce mot, vous tous qui avez l'insolence de vous dire créatures à l'image de Dieu.

J. CAHAIGNE.

Il s'est passé hier au club de la Révolution un fait de la plus haute gravité. Le club s'étant constitué en famille, un membre a donné lecture d'une note prise à la préfecture de police. Cette note désignait sous le n° 1000 Victor Bouton, ex-employé à la librairie Pagnerre.

Mandé à la barre et sommé de déposer sa carte d'entrée, Victor Bouton a obéi en faisant entendre ces paroles notables : « Je n'accepte pas votre juridiction. » Un tonnerre d'imprécations a déterminé sa fuite.

Aujourd'hui, un individu se disant Victor Bouton s'est présenté dans les bureaux de la Commune de Paris et a fait entendre la menace de se venger sur le citoyen Cormenin, si l'exécution ordonnée par le club de la Révolution était publiée.

Nous donnons cet avis dans l'intérêt de la morale publique, et nous ajoutons l'avis suivant :

« A partir de demain, toutes les personnes qui se « présenteront dans nos bureaux voudront bien indi- « quer leur nom, leur demeure et l'objet de leur visi- « te. » — Un registre est ouvert à cet effet.

LES INTÉRÊTS DE CLOCHER.

Il y a en province beaucoup d'oreilles d'une excessive dureté dont il faut longtemps battre le tympan pour y faire entrer la moindre parcelle de vérité. Après le 24 février, il devait être bien entendu, ce me semble, que la révolution s'était accomplie au nom de la grande unité française, et qu'avant de descendre dans la discussion des intérêts locaux, il fallait satisfaire l'intérêt national. Telle était la pensée qui avait dicté le mode d'élection de l'Assemblée constituante. Ce n'était pas au village, au canton, à l'arrondissement, qu'on faisait appel, c'était le département dont on évoquait l'opinion. Certains esprits, déduisant toutes les conséquences de ce grand principe, allaient jusqu'à demander l'élection des représentants par la France entière. Chose impossible à obtenir aujourd'hui ; mais c'est l'idéal vers lequel nous tendons irrésistiblement et que nous aurons atteint avant qu'il soit longtemps, grâce à l'exercice de la vie politique dans laquelle nous entrons. Rendre l'homme indépendant de la matière, changer en domination facile cette sujétion à laquelle presque tous sont encore astreints, faire en sorte que l'homme soit partout chez lui sur la terre, c'est là le but de toute civilisation, que tous les hommes de savoir et de cœur doivent proposer aux efforts de leurs frères.

Le Mémorial des Pyrénées présentait hier une liste de candidats qui était tout simplement une réminiscence de l'ancien mode d'élection. Le département des Basses-Pyrénées compte cinq arrondissements et doit envoyer onze représentants à l'Assemblée nationale. Le Mémorial, dans sa haute sagesse, pour satisfaire toutes les vanités et concilier tous les intérêts, a imaginé de répartir deux candidats par arrondissement et d'en abandonner trois au chef-lieu. Par suite de cette belle combinaison, Pau nommera trois députés, Oloron, deux députés ; Orthez, Mauléon, Bayonne, deux députés. Admirez les conséquences de cette manière de procéder. Supposez que Bayonne compte dix hommes remarquables, supérieurs de tout point à tout ce que pourrait fournir le reste du département. Vous allez en conclure que Bayonne ou plutôt le département fera choix de ces citoyens. Eh bien ! vous vous trompez ; c'est Pau, c'est Oloron, c'est Orthez et Saint-Palais qui auront le droit d'envoyer neuf médiocrités, neuf imbéciles même. Voyez plutôt ce qui se passe, lisez les listes du Mémorial.

Pau nous donnera les citoyens Nogué et Laussat. Oloron nous donnera le citoyen Condou, gloire inconnue.

Bayonne nous donnera le citoyen Lerembour. Ainsi de suite. Sans aller plus loin, nous ferons observer au Mémorial que ses choix ne sont pas très-heureux. Nous sommes surpris qu'il ait pensé au citoyen Jules Lestapis, un ancien protégé du duc d'Orléans. Ce doit être là un bien tiède républicain. Quant au citoyen Laussat, on ne s'attendait guère à le trouver là. Le citoyen Nogué nous a toujours paru une médiocrité assez honnête qui a donné d'ailleurs fort peu de gages à la République depuis qu'elle l'a élevé au poste de commissaire. Que dire du citoyen Dariste ? Sa présence sur cette liste est sans doute une mauvaise plaisanterie. O Mémorial ! Mémorial ! Cependant vous vous disiez républicain ! Est-ce donc ainsi que vous expiez votre long passé de vasselage et de servitude ? Est-ce une république-régence que vous voudriez nous octroyer ou une république aristocratique, plus ou moins girondine et fédérative qui ferait de vous le Moniteur des Basses-Pyrénées ? Malgré votre soudain revirement, malgré votre abdication solennelle et magnanime, je serais tenté de le croire, aux grands noms que vous venez d'inscrire à votre petite bannière : Laussat, Condou, Lestapis...

Oh ! le plaisant projet d'un poète ignorant Qui, de tant de héros, va choisir Childebrand !

En revanche, vous laissez fort bien de côté des hommes qui depuis plusieurs années luttent courageusement, sans répit ni trêve pour la République. Si quelques idées démocratiques sont répandues dans le département, c'est à eux que vous le devez. Raison de plus pour les proscrire, n'est-ce pas ? car ces athlètes invincibles de la démocratie s'appellent Navarrot, l'ami

de Béranger, Chaban, le courageux rédacteur du Courrier de Vascos, Baudin et Lerousseau, et quelques autres qui ont au moins des états de service.

Ce n'est pas tout. La révolution de 1848 étant sociale, il importe de composer l'Assemblée constituante de représentants partis de tous les points de la société. L'élément essentiellement populaire doit s'y trouver ; les travailleurs, les industriels, les manufacturiers, les agriculteurs doivent s'y asseoir à côté des écrivains, des publicistes, des propriétaires. Le Mémorial ne porte pas un seul candidat sorti du peuple proprement dit, pas un seul représentant de la classe ouvrière. Que dis-je ? entre la représentation des Basses-Pyrénées que nous donnait l'ancien régime et celle que nous donnent ces prétendus républicains, je ne vois pas la moindre différence. Est-ce d'eux que la France tiendra une constitution large et réellement démocratique ?

Un espoir nous reste cependant. Grâce à l'énergique persévérance des patriotes, nul doute que des tentatives aussi impudemment réactionnaires ne soient paralysées dans ces lointaines contrées, arriérées sous beaucoup trop de rapports, et que le droit républicain de tous n'y triomphe des prétentions aristocratiques d'une caste imperceptible. Travailleurs des Pyrénées, debout !

QUESTION AU CITOYEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nous avons montré hier combien il est urgent que le citoyen ministre des affaires étrangères se décide enfin à frapper, d'une main ferme et hardie, sur les créatures de Philippe et de Guizot, dont se compose tout le personnel diplomatique.

Les révélations que nous recevons à chaque instant ne font que trop ressortir la lenteur que l'on apporte à cette réorganisation indispensable. En voici un exemple ; nous en citerons d'autres au besoin.

Un citoyen également recommandable par sa capacité, par sa connaissance des affaires de l'Orient, par son patriotisme, a été abreuvé de dégoûts par Guizot et par Génie. Ses services ont été méconnus. Il a été sacrifié aux Anglais, qui voyaient en lui un ennemi dangereux par son intelligence et sa parfaite connaissance de l'Inde. Qu'un gouvernement vendu à l'étranger ait tenu cet homme à l'écart, cela se conçoit sans peine. Mais comment se peut-il qu'aujourd'hui on fasse passer sur lui les infâmes calomnies inventées par l'Angleterre, propagées en France par la congrégation et par ses affiliés du faubourg Saint-Germain ?

Comment se peut-il que son calomniateur le plus acharné, le persécuteur des juifs de Damas, le fou de Macao, cet homme aussi inepte qu'ignorant, qui ne se recommande que par son affiliation aux jésuites et ses relations avec le légitimisme, soit encore, à l'heure qu'il est, consul français à Calcutta et touche 60,000 fr. d'appointements ?

Il nous suffit de signaler de pareils abus : le citoyen ministre saura en faire justice. — Ce consul a nom Ratty-Menton.

La révolution s'est faite pour tout le monde, aussi bien pour les femmes que pour les hommes. La société ne sera parfaitement organisée que lorsque la femme y aura conquis sa position véritable, non pas au-dessous mais à côté de l'homme. Toute oppression exercée sur la femme est condamnable ; l'homme y perd tout le premier, parce que l'homme n'est complet que dans la femme : « Pour étudier une civilisation, a dit Herder, je demande d'abord qu'elle y a été la condition de la condition de la femme. » Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans de longs développements sur cet important sujet. L'espace et le temps nous manquent, et puis cette mission est beaucoup mieux remplie que nous ne pourrions le faire par le citoyen E. Legouvé, dans un cours public professé au collège de France. Nous ne saurions trop engager les gens studieux à aller écouter cet éloquent défenseur de droits trop longtemps méconnus.

Le cours du citoyen Legouvé aura lieu samedi à trois heures.

Il faut que la République soit bien mal servie par certains agents pour que les commissaires délégués près des lignes de fer autorisent les administrateurs de ces lignes à se servir des employés inférieurs comme de distributeurs de leurs professions de foi menteuses, et à intimider les employés patriotes, au point de leur faire craindre de perdre leurs fonctions si on les surprend en flagrant délit de patriotisme dans les réunions préparatoires.

Mais nos amis ont l'œil sur ces menées royalistes.

Ce matin, jeudi, les braves ouvriers de la gare de Lille vont avec leurs wagons pavoisés planter l'arbre de la liberté en face de Mouscron, frontière belge, où des insensés ont cru pouvoir arracher notre ruban tricolore de la poitrine d'un mécanicien français. Le caractère de cette fête est celui d'un enseignement patriotique que feront bien de comprendre les prétendus héros du Risque-Tout.

Personne plus que le citoyen E. Sue n'avait droit à se présenter aux suffrages du peuple. Écrivain fécond et d'une réputation européenne, il a, dans ses derniers

romans, régularisé les idées sociales les plus avancées. Peu d'hommes ont mis autant de talent à défendre le pauvre, l'ouvrier des villes et des campagnes, à dévoiler leur noble misère, et à poursuivre la recherche des moyens de la guérir.

C'est donc un devoir pour nous de publier la lettre suivante que nous adresse le citoyen E. Sue. La modestie simplicité de cette profession de foi frappera tout le monde. Les hommes les plus sincèrement dévoués à l'humanité sont toujours ceux qui craignent le plus d'être restés au-dessous du devoir.

« Plusieurs de mes concitoyens, soit en leur nom, soit au nom de leurs amis, veulent bien m'engager à me présenter publiquement comme candidat à la représentation nationale. Pénétré de mon insuffisance, je n'aurais jamais prétendu à siéger parmi les représentants du peuple; mais si cet insigne honneur m'était décerné, je me rendrais avec respect, avec reconnaissance au vœu de mes concitoyens, ayant du moins conscience d'avoir depuis longtemps, et selon la limite de mes forces, servi la cause sociale et populaire que la République inaugure aujourd'hui et de pouvoir lui offrir mon passé comme garant de l'avenir.

« Ma profession de foi sera simple :

« Adhésion de cœur et d'âme à la forme et à l'esprit du gouvernement républicain.

« Ferme volonté de réclamer, avec toutes ses conséquences sociales et politiques, l'application de cet immortel principe :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

« EUG. SUE. »

Au citoyen Marie, ministre des travaux publics.

On nous écrit pour nous engager à adresser les questions suivantes au citoyen ministre des travaux publics :

« Est-il vrai que les travaux des archives nationales se continuent sans adjudication par simple privilège ?

« Que l'entrepreneur est obligé de taire son patriotisme et de persécuter les ouvriers qui parlent politique ?

« Que les dépenses personnelles telles que jardinage, embellissements particuliers, se paient en mémoires de dépenses par chaque entrepreneur ?

« Que les frais de l'arbre de la liberté en fesaient partie ?

« Qu'il a été planté vendredi dernier par les charpentiers à l'exclusion du peuple ?

« Ce qui aurait donné lieu à une espèce de fête aristocratique le dimanche suivant, à laquelle les citoyens en blouse n'ont pu assister, — et que la garde n'en aurait été confiée qu'aux employés, quoiqu'il y eût un poste de gardes nationaux ?

« Que les ouvriers ont été payés en billets de banque, parce que la monnaie aurait été détournée par le garde général ?

« Que ce garde occupe toujours sept places salariées ? »

Quand le Gouvernement provisoire a diminué d'une heure les journées pour alléger le labeur des ouvriers, il était loin de penser que des maîtres cupides, pour se rattraper, comme ils disent, auraient l'humanité de forcer leurs apprentis de travailler jusqu'à onze heures du soir. Nous pourrions signaler quelques maisons, dans le quartier du Temple, où cette coupable spéculation se pratique; mais nous croyons que cet avertissement leur suffira, qu'ils ne nous mettront pas dans le cas de les indiquer plus particulièrement.

M. ROSSI.

M. Rossi, ex-ambassadeur de Louis-Philippe à Rome, fut nommé en 1832 à la chaire d'économie politique du collège de France, laissée vacante par la mort de J.-B. Say. Le vœu des patriotes appelait à cette place le généreux Achille Comte. Les sympathies qu'il s'était acquises pendant les luttes de la Restauration, l'élite surtout, désignaient le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques. La protection de MM. de Broglie et Guizot mit à néant des titres si glorieusement acquis.

En 1834, M. Rossi fut créé professeur de droit constitutionnel à la Faculté de droit de Paris; le *Journal des Débats* chercha à justifier cette nomination par la nécessité de combattre, par un enseignement officiel, les tendances démocratiques dont la jeunesse des écoles pouvait avoir conservé la tradition. — Quelques années après, M. Rossi entra au conseil royal de l'instruction publique, et recevait en paiement de ses services le sceptre universitaire pour tout ce qui concerne l'enseignement du droit.

A l'exemple de son protecteur, M. Guizot, quand M. Rossi fut nommé ambassadeur à Rome, il se réserva sa place de professeur à l'Ecole de droit de Paris, jusqu'au jour où la nouvelle de la révolution de Février vint lui signifier son congé, de par le peuple souverain; il cumula le double traitement d'ambassadeur et de professeur; aujourd'hui encore il touche le traitement de cette dernière fonction.

Est-il juste, économique surtout, par le temps qui court, de lui conserver ses appointements? Est-il politique de conserver au transfuge de trois nationalités diverses une position aussi élevée? La chaire de M. Rossi est une de celles que la victoire du peuple a brisée sans retour. Que pourrait enseigner à la jeunesse française l'Italien qui, ministre de Louis-Philippe auprès de l'illustre Pie IX, lui conseillait le respect des traités de 1815 et l'obéissance à l'Autriche?

Le citoyen commissaire politique délégué par le préfet de police nous adresse la lettre suivante :

Les membres composant le bureau du club de la Fraternité à Meudon vous prient de vouloir bien insérer dans votre journal la présente lettre que je vous adresse comme leur protestation contre les élections faites aujourd'hui à la mairie de Meudon.

Dans un article porté aux instructions données par le Gouvernement provisoire pour les élections, il est dit que les électeurs ne sachant pas écrire devront faire écrire leur bulletin par une personne notable, assistée de deux témoins, et qui, sans chercher à influencer en rien, inscrira sur un bulletin le libre vote de l'électeur.

Or, à la mairie, un ouvrier maçon, Lamarre fils, non content de faire des bulletins sans avoir reçu des autorités supérieures mandat à cet effet, a encore, pendant toute la matinée, lancé d'incessantes et amé-

res saillies contre l'honorable candidat au grade de chef de bataillon porté par le club de la Fraternité.

L'influence pernicieuse qu'il a visiblement exercée sur le scrutin a indigné tous les électeurs qui venaient voter au nom de leur conscience, et tous ceux qui sont zélés défenseurs de leurs droits électoraux protestent énergiquement contre cette élection, même sans en savoir encore le résultat.

Salut et fraternité, au nom du bureau du club de la Fraternité.

— Nous recevons la lettre suivante à propos de l'annonce que nous avons faite hier du livre de M. A. Weill.

« Monsieur le rédacteur de la Commune,

« J'ai donné à mon ouvrage le titre de *Neuf semaines de République provisoire*, parce que le Gouvernement institué le 24 février s'intitule : *Provisoire*. Je ne pouvais pas dire *Neuf semaines de République*, parce que j'espère bien qu'elle sera éternelle. Il n'y a que le provisoire qui dure *Neuf semaines*.

« Quant au propos que vous me prêtez interrogativement, je ne l'ai jamais tenu.

« Si quelqu'un tenait un propos de ce genre en ma présence, je hausserais les épaules et je m'en irais.

« Agréé.

Alexandre WEILL. »

Nous ajouterons deux mots à cette lettre. Il faut avoir vraiment besoin de faire imprimer son nom pour écrire de pareilles choses. Si nous faisons ici quelques réflexions, c'est moins pour donner une réponse à M. Weill que pour combattre un sophisme qu'on cherche à répandre et qu'il voudrait bien établir par les lignes qu'il nous apporte.

Quoi! l'on ne pourrait donner à un ouvrage le titre de *Neuf Semaines de République*, parce que le gouvernement actuel n'est que provisoire? Mais, monsieur, la République n'est pas le gouvernement, et c'est ce que vous voudriez arriver à faire croire pour qu'on pût nier la Révolution ou du moins en fausser les conséquences. Le gouvernement est provisoire, il ne peut pas être autre chose; la République est définitive et éternelle si vous voulez, mais il n'y a que *neuf semaines* qu'elle est proclamée. Vous pouvez fort bien dire *neuf semaines de République*, tout le monde comprendra. Votre sophisme n'abusera personne.

Quant au propos que vous avez tenu et qu'on ne vous prête pas, vous ferez bien de hausser les épaules, comme vous dites, et de vous en aller; mettez-vous en face d'une glace seulement.

Nous vous dirons à qui vous l'avez tenu, ce propos, si vous voulez, C. M.

OSCAR LAFAYETTE.

Un citoyen honorable nous écrit que le commissaire du Gouvernement à Melun, le citoyen Oscar Lafayette, maintient dans leur place les anciens maires de l'arrondissement, et qu'il serait indispensable de les changer dans l'intérêt des bonnes élections.

Oscar Lafayette est regardé aujourd'hui par son peu d'énergie et de dévouement à la République comme un *régentiste*; c'est assez vous dire.

Nous ne nous faisons l'écho de cette lettre que pour stimuler le zèle du citoyen commissaire dans le cas où il aurait sommé comme le bonhomme Homère. Nous sommes dans des circonstances suprêmes, et la tiédeur aujourd'hui devient coupable, c'est un crime de lèse-République.

LE LOUP DEVENU RÉPUBLICAIN.

Gran... de C..... (qui ne connaît cet homme!),

Tout fraîchement venu de Rome

Dans l'espoir au gîte de prendre bonne part

Et de recommencer son ancien tripotage,

Crut qu'il fallait s'aider de la peau du renard

Et faire un nouveau personnage.

Il s'arrange en Brutus, prend des airs empressés :

Au paletot le ruban tricolore,

Un ruban à l'habit, au bras, ruban encore;

(Quand on met du ruban on n'en peut mettre assez.)

Pour mieux jouer sa comédie

(L'audace est parfois étourdie.)

Il aurait volontiers écrit sur son chapeau :

« C'est moi qui suis Dupont, Lamartine, Arago. »

« Sa personne étant ainsi faite,

Devers le quartier de Lorette,

On vit se glisser le faquin ;

Il entre au Club républicain.

Personne n'y dormait, comme vous pouvez croire :

On y discutait gravement,

En propos dignes de l'histoire,

Sur les intérêts du moment.

Notre hypocrite laisse faire,

Et pour pouvoir mener vers son fort les brebis,

Il veut ajouter la parole aux habits,

Chose qu'il croyait nécessaire ;

Mais cela gâta son affaire.

Il ne put d'un bon citoyen

Simuler la voix énergique.

Quand il dit le mot République,

Tout son corps frissonnait, et chacun voyait bien

Qu'on avait admis un faux frère :

— « A bas le traître! le vendu! »

« Le partisan du despotisme! »

« Que le club lui soit défendu! »

De plus ardents disaient : « Qu'il soit pendu! »

C'était pousser trop loin le vrai patriotisme,

Et l'on se contenta de le pousser dehors,

Confus, humilié, en proie à son remords,

Et regrettant bien son esclandre.

Toujours par quelque endroit fourbes se laissent

Quiconque est loup, agisse en loup, [prendre.

C'est le plus certain de beaucoup.

NOUS N'EN FERONS QU'UNE BOUCHÉE!

Dialogue entre deux soldats du 24 février.

Pierre. — Ah ça! nous ne nous sommes pas vus depuis les barricades; il paraît qu'il y a déjà de ces messieurs à qui le titre de citoyen offusque les oreilles, et qui voudraient nous amener du grabuge. Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de les mettre à la raison avec un peu de notre poudre de perlimpinpin, qui a si bien escamoté les ennemis de la République?

Mathieu. — Laisse-donc ça n'est pas possible! J'entends partout crier vive la République! et je ne crois pas que ceux à qui elle déplaît voudraient nous voir à leurs trousses, car ils savent bien que nous n'en ferions qu'un bouchée.

Pierre. — Tu as raison; mais quoique ces messieurs ne soient pas beaucoup à craindre, leurs intrigues, leurs bravades, l'argent qu'ils sèment pour nous désunir, nous forceront à nous mettre bientôt sur nos gardes.

Mathieu. — Sur nos gardes! es-tu fou? avons-nous cessé un instant d'y être? Qu'ils osent donc; ils verront si le coq républicain est vigilant, et s'il a encore ses éperons d'acier. Mais, franchement, je ne les crois pas bien dangereux; ils ne se démènent si fort que parce qu'ils sont aux abois, qu'ils jugent bien qu'il n'y a plus d'espoir pour eux et que la grande cause de la République est définitivement gagnée. Ils ont beau mettre leur bonnet de travers, hérissier leur poil, gonfler leur voix, un souffle de nous fera tout rentrer dans l'ordre. Va, ils useront leurs ongles sur notre granit, et s'ils appellent les Cosaques, nous ferons des Cosaques des républicains.

Pierre. — Ne s'avisent-ils pas de dire que les travailleurs sont incapables de faire choix de bons représentants?

Mathieu. — Nous leur prouverons le contraire. Va, coterie, ce n'est pas l'éducation qui donne le bon sens et le jugement. Presque toutes les grandes intelligences sont sorties du peuple. C'est que, vois-tu, les travailleurs conservent un cœur robuste dans un corps robuste. La sève de l'arbre qui croît en liberté est plus ardente, plus saine que celle de l'arbre qui pousse sous la main d'un jardinier.

Pierre. — C'est vrai, et les intelligences qui ont voté si bravement l'indemnité Pritchard, qui se laissaient endormir au ron ron constitutionnel d'Odilon Barot, me paraissent de pauvres intelligences; mais ces intelligences-là sont de mauvais instincts, et m'est avis qu'on devrait y prendre garde; et j'en reviens toujours à ma poudre de perlimpinpin. — Ne sais-tu donc pas qu'avec leurs canons de journaux, ils tournent la tête à nos amis; qu'ils inquiètent la province, qu'ils la trompent. Oh! foi de Pierre, je crois qu'il faudra consulter l'oreille de notre fusil, pour leur inculquer notre principe, et faire éclater une bonne profession de foi à la République. — Je suis comme un crin, de voir contester la souveraineté du peuple, et je jure de tremper une si bonne soupe aux réactionnaires, qu'ils s'en souviendront.

Mathieu. — C'est bien dit; en attendant, allons tremper la nôtre. — Et ils peuvent bien être sûrs que nous n'en ferons qu'une bouchée!

(Dialogue recueilli.)

Adrien DELAIRE.

Les terroristes du despotisme.

POLOGNE AUTRICHIENNE.

La *Gazette de Cracovie* contient une ordonnance datée de Lemberg, du 27 mars. Elle porte que tout individu porteur d'armes sans autorisation sera arrêté et traité suivant toute la rigueur des lois. Sera aussi puni celui qui convoquera une assemblée pour l'entretenir d'affaires politiques. Pour rester à Cracovie, il faut avoir des papiers en règle, sinon il faut partir dans les vingt-quatre heures. Le 23 mars, on craignait un mouvement à Lemberg; mais la tranquillité s'est maintenue. L'ordonnance que nous venons de citer ne s'accorde guère avec les libertés données à l'Autriche.

ESPAGNE.

Saragosse. — Les abus du pouvoir commencent à Saragosse. Le chef politique, implacable contre ses adversaires politiques, voulait, sous le prétexte d'amener la tranquillité de la ville, faire incarcérer plusieurs citoyens; mais le capitaine-général, plus humain et plus politique, s'est contenté de les exiler. M. Enciso pourra bien, par ces menaces de rigueur, molester quelques particuliers; mais l'esprit public indigné récompensera quelque jour sa seigneurie de sa conduite. Saragosse n'est pas une de ces villes qu'on domine par la terreur. Elle a déjà donné des preuves que la modération et la prudence des autorités peuvent seules lui convenir.

(Eco del Comercio, correspondance de Saragosse du 1^{er} avril.)

COMITÉ DE DÉFENSE.

Un grand nombre d'officiers du corps d'état-major désignés pour l'état-major général et les états-majors divisionnaires de l'armée des Alpes ont reçu aujourd'hui leur ordre de départ.

D'autres officiers disponibles du même corps vont partir pour se rendre en Bretagne et du côté de Toulouse, où ils exécuteront les travaux de topographie relatifs à la nouvelle carte de France.

Une dizaine d'entre eux employés à la géodésie opéreront dans les Pyrénées.

Tous les officiers employés à ces travaux devront néanmoins se tenir prêts à se rendre au premier appel dans les différents corps d'armée que les circonstances peuvent, d'un moment à l'autre, faire mettre sur pied.

AVIS.

La réunion électorale des artistes musiciens est fixée au samedi 13 avril, dans la salle Bartélemy, rue Saint-Nicolas, 14, près la rue de Lancry, à midi précis.

— Les citoyens de Lot-et-Garonne, résidant à Paris, sont invités à se rendre aux réunions du club électoral de leur département. Elles ont lieu les lundis, mercredi et jeudi de chaque semaine, Ecole-de-Médecine, petit amphithéâtre de chimie, à sept heures et demie du soir.

— Les citoyens des quatre départements des Bouches-du-Rhône, Var, Basses-Alpes et Vaucluse, sont priés de se rendre à la prochaine réunion du Club des Provençaux, qui aura lieu le mercredi 12 avril, à huit heures très-précises du soir, dans une des salles du Conservatoire de musique.

On entrera par la rue du Faubourg-Poissonnière, au coin de la rue Bergère.

— Le club républicain des Travailleurs a été obligé d'interrompre pendant quelques jours ses séances, à

cause des réunions régulières de chaque salle d'as de l'église.

— Nous n'aissons rien de nouveau des secourables, sont sans nombre le jour d'aujourd'hui.

— Les sont invincibles, pation, sal chargée vernement. Ceux dront bi Jacquin.

— Les dans un du soir. dre.

Les co pour le l

— Les départer jeudi et dimanch chambre

— Les cours de gnatti, r de procu citoyens de l'indé

— Les c sidant à avril, à n° 3 bis, qui se p intérêts.

Nous i goire, si

« Vois sur le ci

« M. l seur au jeunesse

« Con lui repr

« Con sincérité fait cara

« Le l vait à n nesse, e tion. Me haine p n'étaient pouvait partisan

« M. l cet app dissider avaient le; que pation e doctrin trinaire serez-vo

Il ser M. Mar qu'il en plus jai choses traste? mètre r et ses r et voye

Nous

« Le tion de de foi,

vante, e

« Dai mée en monar trente plus de d'une f par le lices s leurs a ment d des eff forme e fois un tendan force d existe e la socié et dont a des deux m

« En ou incl entre l la raiso monar milieu l'indép ques sc tantes jours a

cause des élections de la garde nationale; mais les réunions auront lieu dorénavant avec la plus grande régularité les lundi, mercredi, vendredi et dimanche de chaque semaine, à sept heures précises du soir, salle d'asile des Récollets, faubourg Saint-Martin, près de l'église Saint-Laurent.

— Nous ne saurions trop recommander aux personnes aisées, originaires de la Savoie, qu'une souscription est ouverte au bureau de la Société philanthropique, rue des Vieux-Augustins, 67, dans le but de fournir des secours de route à ceux de leurs compatriotes qui sont sans ressources et obligés de quitter Paris. Le nombre en est grand, leurs besoins sont pressants, et le jour du départ très-prochain.

— Les condamnés politiques (sous la Restauration), sont invités à se réunir samedi, 15 du courant, à trois heures précises, rue Saint-Honoré, église de l'Assomption, salle du club, à l'effet de nommer une délégation chargée de rédiger et de présenter une adresse au Gouvernement provisoire de la République.

Ceux qui ne pourraient se rendre à cet appel voudront bien envoyer leur adhésion à M. le président Jacquin, 10, rue d'Antin.

— Les élèves des écoles se réuniront le 15 avril, dans un banquet au Château-Rouge, à quatre heures du soir. Le citoyen maire de Paris a promis de s'y rendre.

Les concierges des écoles reçoivent les souscriptions pour le banquet.

— Les réunions du comité électoral des citoyens du département de la Loire auront lieu cette semaine, les jeudi et samedi, à sept heures et demie du soir, et le dimanche à deux heures, au Palais-de-Justice, dixième chambre, entrée par la rue du Harlay.

— Les volontaires italiens qui désirent aller au secours de leurs frères sont priés de s'adresser à M. Stagnatti, rue de la Chaussée-d'Antin, 45, où l'on tâchera de procurer les moyens de départ nécessaires à tous les citoyens qui voudront prendre les armes pour la cause de l'indépendance nationale italienne.

— Les citoyens du département de la Haute-Vienne résidant à Paris sont invités à se réunir, samedi 15 avril, à sept heures précises du soir, rue de Fourcy, n° 5 bis, pour s'entendre sur le mérite des candidats qui se proposent pour leurs représentants et sur leurs intérêts.

Correspondance.

Nous recevons la lettre suivante du citoyen A. Grégoire, sergent-major, à Saint-Cyr.

« Voici ce qu'en toute conscience je crois devoir dire sur le citoyen Marchal (de Calvi) :

« M. Marchal (de Calvi), officier de santé et professeur au Val-de-Grâce, s'est acquis, par une laborieuse jeunesse, une instruction et une éloquence rares.

« Comme homme privé, je ne sais rien qu'on puisse lui reprocher; sa conduite fut toujours désintéressée.

« Comme homme politique, on peut douter de la sincérité de ses convictions. — Voici, du reste, un fait caractéristique et qui permet de le faire connaître.

« Le lendemain de nos glorieuses journées, il écrivait à mon père, qui a été un des tuteurs de ma jeunesse, en lui demandant de l'appuyer pour la députation. Mon père, sincère républicain et connu par sa haine pour le pouvoir déchu, lui rappela que jadis ils n'étaient pas du même bord, et qu'actuellement il ne pouvait aider un homme qu'il avait connu comme partisan du gouvernement qui vient de tomber.

« M. Marchal répondit que ne pouvant compter sur cet appui, il ferait son chemin lui-même; que s'il y avait dissidence entre eux sur la question politique, ils avaient toujours sympathisé quant à la question sociale; que personne plus que lui n'avait désiré l'émancipation des classes laborieuses. — « J'étais, ajouta-t-il, doctrinaire monarchique hier; je suis aujourd'hui doctrinaire républicain... » On peut lui demander : « Que serez-vous demain ? »

Il serait difficile, avec toute la rare éloquence de M. Marchal (de Calvi), d'expliquer convenablement ce qu'il entend par doctrinaire-républicain. Quels mots ont plus jamais été surpris de se trouver ensemble ? Deux choses ont-elles jamais fait plus monstrueux contraste ? Que M. Marchal (de Calvi) retourne à son pleximètre et à sa lancette. D'ailleurs la science le réclame, et ses malades pourraient s'aviser de guérir sans lui, et voyez tout de suite quel scandale ?

Nous recevons la communication suivante :

Citoyen rédacteur,

« Le Père Lacordaire se porte candidat à la députation de la Seine. Comme il n'a pas publié de profession de foi, le public vous saura gré d'insérer la note suivante, qui tiendra lieu de circulaire.

« Dans une lettre sur le saint-siège (1836, réimprimée en 1844), il dit : « La France est le pays le plus monarchique qui soit au monde, celui qui dans les trente dernières années a donné à ses souverains le plus de marques d'amour, et d'un amour qui a été plus d'une fois jusqu'au délire. La France est monarchique par le fond de ses entrailles. La France a vu avec délices ses vieux Bourbons rentrer dans le royaume de leurs ancêtres; elle a salué de tout son cœur l'avènement du roi Charles X, et voilà six années qu'elle fait des efforts incroyables pour maintenir son ancienne forme de gouvernement, jusque-là qu'elle possède à la fois une monarchie régnante et une monarchie prétendante, seuls partis qui aient véritablement de la force dans son sein. On pourrait même dire qu'il n'en existe pas d'autre, si l'on ne découvrait à fond de cale de la société je ne sais quelle faction qui se croit républicaine et dont on n'a le courage de dire du mal que parce qu'elle a des chances de nous couper la tête dans l'intervalle de deux monarchies. » (P. 646-647.)

« En religion, la France ne peut être que catholique ou incroyante, parce qu'il n'existe pas de milieu réel entre l'unité de l'Eglise et l'indépendance absolue de la raison : ainsi, en politique, elle ne peut qu'être une monarchie ou un chaos, parce qu'il n'existe pas de milieu réel entre la soumission commune à un seul chef et l'indépendance radicale de tous les citoyens. Les républicains sont des états bâtarde, comme les églises protestantes sont des églises bâtarde, et les peuples sont toujours allés de la république à l'anarchie, comme les pro-

testants passent de leur foi mutilée à l'incroyance totale. » (P. 648-649.)

« Au dix-septième siècle, Bossuet, prêchant devant Louis XIV, lui disait : « L'Eglise a tant travaillé pour l'autorité des rois, qu'elle a sans doute bien mérité qu'ils se rendent les protecteurs de la sienne. Elle a fait un des articles de sa foi de la sûreté de leurs personnes sacrées, un devoir de la religion de l'obéissance qui leur est due. » (Sermon sur les devoirs des Rois, deuxième point.) Et après avoir exalté les services rendus par l'Eglise au pouvoir royal, il obligeait le roi par la reconnaissance à « fermer les bouches des hérétiques, à étouffer leurs nouveautés et leurs malices. »

« Au dix-neuvième siècle, le prédicateur Lacordaire, absolu en politique comme en religion, ne reconnaît au monde que deux pouvoirs, la royauté et l'Eglise (p. 670) : et assimilant, nous l'avons vu, les républicains aux hérésies, il confirme et perpétue le pacte du despotisme et de l'intolérance.

« Révérend Père, nous vous livrons, vous, vos doctrines, votre candidature, au bon sens du pays.

Challencel-Lacour, membre du club de la Tribune populaire;

B. Aubé, membre du club de l'Union;

Molliard, membre du club de la Jeune Montagne;

Ch. Aubertin, membre du Comité central;

A. Mastier, membre du club des Jacobins;

E. Véron, membre du club du 2 Mars et du Comité central des élections générales;

Chassang, membre du Comité central des élections générales. »

La société des Droits de l'Homme, ayant appris que le citoyen Marchal (de Calvi) s'est présenté dans différents clubs comme son candidat, proteste par l'organe de son comité central contre cette assertion.

Il est vrai que le citoyen Marchal (de Calvi) a fait sa profession de foi au club central de la société; mais elle a été rejetée à cause de la déclaration faite et soutenue par lui, que l'organisation du travail était une chimère, et en raison de ses antécédents politiques, qui ne sont qu'une longue adhésion aux principes du gouvernement déchu.

Pour le comité central,

Signé : VILLAIN.

Citoyen rédacteur,

La nomination du citoyen Tixier de La Chapelle aux fonctions de commissaire près le tribunal de Châlons-sur-Marne a rempli d'étonnement tous les citoyens qui ont connu la vie publique de ce fonctionnaire, qui, après avoir été tour à tour légitimiste et partisan robuste du système déchu, serait aujourd'hui républicain.

Le citoyen Tixier de La Chapelle est parfaitement connu des gardes nationaux faisant partie de l'ex-2^e compagnie de chasseurs du 2^e bataillon, 41^e légion; ceux d'entre eux qui ont assisté aux réunions préparatoires lors des élections de la garde nationale, en 1845, je crois, se souviennent parfaitement que, sommé de faire sa profession de foi en présence d'un autre candidat qui avait franchement exposé ses opinions, le sieur Tixier de La Chapelle refusa formellement de s'expliquer; néanmoins, par suite d'intrigues et de sollicitations, il obtint le grade de capitaine en premier, qu'il perdit aux élections suivantes.

Vous apprécierez parfaitement, citoyen, quelle peut être aujourd'hui la conviction et la foi républicaine d'un homme qui occupe depuis quelques jours l'une des principales places d'un département, et quelles garanties il présente pour l'avenir.

Salut et fraternité.

Un ex-chasseur de l'ex 2^e compagnie, 2^e bataillon, 41^e légion.

ÉLECTIONS DANS LES DÉPARTEMENTS.

Assemblée nationale.

Un comité électoral s'est constitué à Châteauneuf, sous le titre de comité de l'Union républicaine.

Son but est de présenter comme candidats à l'assemblée nationale des hommes connus par leur républicanisme et qui offrent les garanties qu'exige un pareil mandat.

Plusieurs réunions ont déjà eu lieu; six candidats sur sept ont été adoptés. Ce sont les citoyens :

Bouzique, maire de Bourges; Pyat, commissaire général du Cher; Bidault, commissaire du Cher; Duplan, commissaire du Cher; Michel, avocat à Bourges; Duvergier de Hauranne.

(Journal du Cher.)

— Le comité électoral de Sancerre a accepté et propose pour candidats à la représentation nationale les citoyens :

Duvergier de Hauranne, ex-député du Cher; Duplan, commissaire du Gouvernement; Bouzique, maire de Bourges; Vogué, industriel; Cambournac, médecin à Bourges; Bidault, commissaire du Gouvernement; Félix Pyat, commissaire général du Gouvernement.

— On a entendu au comité de Fraternité-Union le citoyen Duvergier et de Vogué, candidats.

Le citoyen Duvergier a dit que pour le moment le Gouvernement républicain est le seul possible.

Voici les interpellations qui ont été faites au citoyen Vogué :

« Supposons qu'une armée étrangère marche contre la France pour combattre la République et opérer une contre-révolution; supposons qu'en même temps le parti légitimiste, ainsi appuyé, se soulève à l'intérieur, et qu'Henri V, au milieu de ses adhérents, paraisse sur le sol français; supposons que, sans le secours de l'étranger, Henri V relève son drapeau, et que, dans l'un ou l'autre cas, il ait chance de succès :

« Quelle serait la conduite de M. de Vogué ?

« Voterait-il toutes les mesures de salut public que nécessiteraient les circonstances pour repousser la royauté ?

« Si Henri V était pris les armes à la main, M. de Vogué voterait-il la condamnation de Henri V ? »

Le citoyen de Vogué a répondu en substance, qu'il resterait toujours rangé sous le drapeau de la République, et qu'il combattrait énergiquement toute tentative de restauration; mais il a équivoqué sur tout le reste. Engagé à signer la déclaration qu'il faisait, il s'y est refusé en disant que sa parole valait un écrit.

Les questions ci-dessus sont nettes et précises : elles devraient être proposées à tous les candidats légitimistes qui s'offrent aux suffrages du peuple.

Comité central républicain.

Le citoyen Prosper Barrière, sous-commissaire à Sancerre, a fait sa profession de foi au Comité central républicain, et a réuni de nombreuses adhésions.

Société pour la propagation de l'enseignement universel et de l'émancipation intellectuelle. (Méthode Jacotot.)

Le président de la Société et les membres soussignés aux citoyens ministre de l'intérieur, préfet de police, maire de Paris, ministre de l'instruction publique.

Citoyens,

Les clubs de l'Union des Travailleurs, des Producteurs, des Travailleurs propriétaires, de la Conciliation démocratique, des Jacobins, des Incorruptibles, de la Montagne, des Barricades, etc., nous ont demandé d'ouvrir des conférences publiques et gratuites pour l'exposé et l'application de la Méthode, conférences spécialement destinées aux ouvriers qui font partie de leurs réunions et notamment aux ouvriers candidats à l'Assemblée nationale et leurs familles.

Nous avons déjà dirigé depuis douze ans de nombreuses conférences du même genre; elles ont eu lieu à l'hôtel de ville, à la Halle aux draps, la mairie du troisième arrondissement et dans différents locaux particuliers; elle ont été suivies par plus de quatre mille personnes.

Nous vous prions, citoyens, de vouloir bien nous mettre à même d'en ouvrir de semblables, soit dans une des salles de l'hôtel de ville, soit au Conservatoire des Arts et Métiers, soit au Conservatoire de musique, soit au Temple, soit dans tout autre local à la disposition du Gouvernement, et successivement dans chacune des mairies qui peut disposer d'un local convenable.

Ces cours, pour être utiles aux ouvriers, devant avoir lieu, soit le dimanche le jour, soit le soir dans les jours de la semaine, il serait désirable, dans ce dernier cas, que les locaux fussent éclairés aux frais de l'Etat ou de la ville.

Suivent les signatures.

Le deuxième numéro de la Revue rétrospective, que publie M. Taschereau, contient plusieurs pièces importantes ou curieuses; mais il en est trois qui, à notre avis, sont particulièrement dignes d'attention. Ce sont trois lettres adressées à Louis Philippe par M. Salvandy, alors ministre de l'instruction publique. Nous croirions en vérité manquer à nos lecteurs si nous les privions du plaisir d'apprécier par eux-mêmes le style épistolaire de cet académicien. Ce n'est ni le style de Voltaire, ni celui de Mme de Sévigné, dont le talent consistait à traiter simplement les sujets les plus graves. L'auteur d'Attonzo s'y prend tout au rebours, et c'est bien naturel. L'enthousiasme que lui inspire son roi lui porte à la tête. A tout propos il s'exalte, il s'exalte, et même pour demander la permission de s'absenter pendant trois jours, il est pompeux, magnifique, sublime ! Voyez plutôt :

AU ROI.

« Sire,

« Je suis mille fois de l'avis du roi; j'en ai toujours été. Dès le premier jour, je pensais comme aujourd'hui. Il y a maintenant des raisons de plus. Je ne puis douter qu'elles ne soient senties. J'en suis sûr, puisque la parole du roi les fera valoir.

« Je suis aux pieds du roi fidèlement et respectueusement.

« Paris, le 9 septembre.

« SALVANDY. »

AU ROI.

« Sire,

« J'ai l'honneur de remettre au roi le Standard. On ne peut avoir des idées plus saines. Il est vrai qu'on ne peut s'inspirer de meilleures sources. Je présume que ce qui a empêché les Débats de le transcrire, c'est la pensée que les hypothèses qu'il discute, les possibilités de guerre qu'il pèse, semeraient l'inquiétude, et je penche pour cette opinion. Je craindrais qu'il n'inquiétât l'opinion et la place. Votre Majesté en jugera dans son invariable sagesse.

« M. Guizot, sire, ne pouvant pas être prêt avant vendredi, je demande au roi la permission d'aller m'ensevelir dans les dossiers (à Graveron, près la Comanderie, Eure) pendant ces trois jours. Un signe du roi me rappellerait en dix heures.

« Mon départ prouve au roi combien j'ai complète sécurité. Le roi a fait toutes les choses impossibles aux pouvoirs antérieurs : l'œuvre de la révolution sans désordres et sans excès; — l'œuvre de Napoléon sans despotisme et sans conquêtes; — l'œuvre de la restauration, à bien des égards, sans soulèvement et sans impopularité. Il recommencera l'œuvre de Louis XIV sans guerre de la succession.

« Je mets aux pieds du roi mon admiration, mon respect et ma fidélité.

« SALVANDY. »

AU ROI.

« Sire,

« L'archevêque Mékhariste, que votre majesté a daigné décorer, et qui vient d'établir une maison à Paris, part lundi pour Venise et l'Orient avec le regret de n'avoir osé prétendre à l'honneur de mettre ses hommages, profondément sentis, aux pieds du roi. Il parle très-bien français. Il est très-dévot. Que juge votre majesté de cette situation ? Je ne fais pas une demande au roi : il n'y a ici qu'un intérêt, celui de son service; et qui en serait aussi bon juge que le roi ?

« J'ose faire une demande au roi au sujet de M. Le-verrier, l'admirable inventeur des planètes, dont le cœur fond de joie et de reconnaissance sur cette croix d'officier, qui a produit, Sire, le meilleur effet dans le public. Votre Majesté a appris l'ambition à ce jeune savant. Il a celle d'être admis à l'honneur de mettre aux pieds du roi sa reconnaissance et sa confusion de vos bontés. Il y a si peu de mathématiciens et de géomètres pensant si bien, que je supplie le roi de consentir à le voir, ou le matin ou le soir, ou à présent ou plus tard. Votre Majesté s'enchaînera une conquête vraiment digne d'elle.

« Je suis avec respect, sire, de votre majesté, le

très-humble et très-obéissant serviteur et fidèle sujet.
« Paris, le 8 octobre.

« SALVANDY. »

Il y a si peu de mathématiciens et de géomètres pensant bien ! L'aveu est précieux et prouve d'ailleurs que la pompe du style n'exclut pas la naïveté. Mais heureusement l'admirable inventeur de planètes faisait exception. Quelle gloire pour lui ! Et quel sujet de consolation pour la monarchie !

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre de l'intérieur arrête :

Vu le rapport du citoyen directeur des musées nationaux sur les inconvénients de la concession, toute de faveur, faite jusqu'ici de certaines salles du Louvre à des personnes étrangères à la responsabilité de la garde et de la conservation des objets d'art ;

Vu l'urgence de la prompte appropriation de ces salles aux besoins de l'étude et de la curiosité des artistes et du public ;

A l'avenir, aucune salle appartenant au musée du Louvre ne sera distraite de sa destination naturelle pour une convenance particulière.

Les artistes occupant actuellement, à titre de faveur, des ateliers dans le Louvre, seront prévenus par la direction des musées nationaux d'avoir à lui en faire la remise dans le délai de six semaines.

Paris, ce 8 avril 1848.

LEDRU-ROLLIN.

Noms des Clubs de Paris et des environs, et lieux des réunions.

A.

Amis de la République, à Vaugirard.
Alliance, 12, rue de Madame.
Association nationale, 10, rue Saint-Georges.
Avenir, cour des Miracles.
Amis de l'Ordre, à Belleville.
Amis fraternels, 219, rue Saint-Honoré.
Association italienne.
Atelier, rue Neuve-Sainte-Élisabeth.
Abbaye, rue du Dragon.
Amis des Noirs.
Amis du Peuple, salle Montesquieu.
Amis du Peuple, à Clichy-la-Garenne.
Amis de la République, à Vaugirard.

B.

Banquet du 12^e arrondissement, rue de Pontoise.
Barricades, Grenier-d'Abondance.
Barricades, rue du Nord.
Barricades (24 Février), 53, rue Quincampoix.
Bercy.
Butte-des-Moulins, à l'Assomption.
Bureau central des Elections générales, salle Molière.
Barricades, 5, place Roubaix.
Bureaucrates, association fraternelle, 219, rue Saint-Honoré.

C.

Comité central républicain, 16, rue Notre-Dame-des-Victoires.
Commission instituée pour la défense des vrais principes républicains, 23, rue Blanche.
Conférence de l'école socialiste, au journal *la Démocratie pacifique*, rue Saint-Pierre-Montmartre.
Comité des Condamnés politiques, salle Valentino.
Comité démocratique du quatorzième arrondissement, à Batignolles.
Comité de Chaillot.
Comité de la Creuse, à la Sorbonne.
Comité central départemental des Vosges, à Epinal.
Comité central du douzième arrondissement, à la mairie du douzième.
Comité électoral du quatorzième arrondissement, salle de Sax, rue Neuve-Saint-Georges.
Commerçants-locaux, 60, rue de l'Arcade.
Comité démocratique du quartier du Luxembourg, 16, rue de l'Ouest.
Comité central du Travail, 8, rue Bergère.
Comité central du sixième arrondissement, au Cadran-Bleu.
Comité central des Ecoles, 36, place de la Sorbonne.
Clichy-la-Garenne, route de la Révolution.
Club de la Commune, rue Sainte-Élisabeth (école).
Central démocratique du sixième arrondissement, bazar Bonne-Nouvelle.
Comité électoral du onzième arrondissement, 12, rue de Madame.
Commission de surveillance pour les nominations, 16, rue de Rivoli.
Civilisation démocratique, 142, rue Saint-Lazare.
Comité démocratique du neuvième arrondissement.
Communal électoral de La Chapelle-Saint-Denis.
Comité démocratique de Batignolles, boulevard Montcaux.
Comité central maçonnique.
Comité du Commerce, au Théâtre-Concerts.
Comité constituant.
Comité central pour les élections, bazar Bonne-Nouvelle.
Comité central de l'Organisation du Travail, Spectacles-Concerts.

D.

Droits et devoirs de l'homme, à l'école de médecine.
Démocratique de la Porte-Saint-Martin, cinquième arrondissement, 5, rue du Faubourg-Montmartre.
Droits de l'homme, au Conservatoire des Arts et Métiers.
Démocratique centrale.
Démocratique du cinquième arrondissement.
Démocratique des Blancs-Manteaux, (école), rue des Blancs-Manteaux.
Domestiques.
Démocratique de la Villette.
Démocratique, 13, rue de Tivoli.
Démocratique du Commerce et de l'Industrie, à la Sorbonne.
Démocratique, à Saint-Maur.

Droits de l'homme, troisième arrondissement (école), rue du Gros-Chenet.

Délégues des ouvriers, 22, rue Véron.

Droits des travailleurs.

Démocrates fraternels, 19, rue Traversière-Charonne.
Droits de l'homme (succursale du cinquième arrondissement).

Droits de l'homme du premier arrondissement, 67, rue Ponthieu.

Deux mars, à la Sorbonne.

Droits de l'homme, huitième arrondissement, 52, rue de Cléry.

Droits de l'homme, dixième arrondissement, à la salle de l'Institut.

Droits de l'homme, septième arrondissement, rue du Renard-Saint-Méry (école).

Droits de l'homme, quatrième arrondissement.

Démocratique de Belleville, 1, rue Saint-Laurent.

Droits du peuple, à Belleville.

Démocrate de l'Union de Neuilly, à Neuilly.

Démocratique du Travail.

Démocrates allemands, 64, rue Montmartre.

Démocratique de Montrouge.

Démocratique de Montargis.

Dragons (10^e régiment), à Melun.

Démocratique des Gobelins.

Démocratique du septième arrondissement.

E.

Electeurs des Batignolles, 29, rue Lemerrier.
Electoral de la Creuse, à la Sorbonne.
Egalité, salon de Mars.
Emancipation des peuples, 59, cité d'Antin.
Egalité-Fraternité, rue de l'Arbalète (école de pharmacie).
Egalité-Fraternité, 15, rue des Fossés-Saint-Victor.
Ecole de droit.
Egalité, 75, rue du Bac.
Etoile, 8, avenue Maillot.
Emancipation des peuples (succursale), au Panthéon.
Egalité médicale.

F.

Fraternité, rue du Faubourg-Saint-Antoine.
Fraternité, 11, rue des Deux-Boules.
Fraternité républicaine, 65, rue du Cherche-Midi.
Fraternité, 15, rue de l'Arbalète.
Fraternité universelle, 75, rue du Bac.
Fraternelle centrale, salles Montesquieu et Valentino.
Franklin, 11, rue du Harlay.
Franc républicain, à Montmartre (mairie).
Fraternel des Quinze-Vingts, 15, rue Traversière-Saint-Antoine.
Fraternel des Amandiers, boulevard des Amandiers (Pavillon national).
Franchise, 16, rue des Ecluses.
Francs républicains, à Puteaux, rue Neuve-de-Napoléon.
Février (27).
Fraternel du faubourg du Temple, rue du Faubourg-du-Temple.

H.

Hommes libres, à l'Institut.
Halles, à la Halle aux Draps.

I.

Indépendance, à la Sorbonne.
Indépendant, à la Sorbonne.
Intérêts communs, rue Grenier-sur-l'Eau.
Institut oratoire, 12, rue Duphot.
Intérêts du peuple, aux Sourd-et-Muets.
Incorruptibles, 6, rue Bertin-Poirée.

J.

Jacobins, rue du Faubourg-du-Roule (école).
Jacobins, 51, rue de Seine.
Journal de la Fraternité, rue des Deux-Boules.
Jacobins du Petit-Montrouge.
Jeunesse républicaine.

L.

Liberté, 19, rue Jean-Jacques-Rousseau.
Liberté du Travail, bazar Bonne-Nouvelle.

M.

Marais, marché des Blancs-Manteaux (école).
Maçonnique, quai aux Fleurs (Prado).
Montagnards de Belleville, rue de Ménilmontant (Casino).
Montagne, au Petit-Château-Rouge.
Montagne, 24, rue Frépillon.
Montagnards de Suresne.

P.

Populaire de la Sorbonne.
Prévoyants, 60, rue de l'Arcade.
Progrès démocratique, 54, rue Michel-le-Comte.
Popincourt, 4, rue Saint-Ambroise.
Patriotes indépendants, cour des Miracles.
Progrès, 11, rue Neuve-Coquenard (école).
Petit Château-Rouge.
Porte Montmartre, 60, faubourg Montmartre.
Patriotique du septième arrondissement, salle Molière.
Publicistes, 16, passage Jouffroy.
Populaire de Montrouge, 11, rue Neuve-d'Orléans.
Patriotique de l'Atelier suisse.

Q.

Quartier Montorgueil, 65, rue Montorgueil.

R.

Républicain national, 16, rue des Trois-Bornes.
Républicain central, Conservatoire de musique.
Républicain de Montmartre, château des Brouillards.
Républicain de Chaillot, à l'école des Frères.
Républicaine (société), faubourg Saint-Denis.
Républicain de Passy, au Ranelagh.
Républicain de Batignolles, 2, rue de la Paix.
Républicain, à Saint-Denis.
Républicaine centrale, au Prado.
Républicain de Neuilly.
Républicain, rue Saint-Georges.
Républicain socialiste, 2, rue de Beaune.
Républicain du Panthéon, Ecole de droit.
Républicain du faubourg du Roule, même rue.
Raloire, faubourg Saint-Antoine.
Révolution.
Réforme, à Gentilly.

Républicain du Gard.
Républicain de Bercy.
République française, au Prado.
Roisin.
Républicain des Lyonnais, 30, rue de Provence.
S.

Sorbonne, rue Poirée.
Saint-Leu, rue Salle-au-Comte.
Serruriers mécaniciens (rive droite), 45, rue Ménilmontant.
Soufflot, amphithéâtre de l'Ecole de droit.
Servandoni, caveaux Saint-Sulpice.
Saint-Maur, 16, rue des Trois-Bornes.
Saint-Georges.

T.

Travailleurs, au Prado.
Travailleurs, à la Bourse.
Travailleurs, rue des Récollets.
Travail, 4, rue de l'Arche-Pépin.
Triomphe, 41, rue Saint-Sauveur.
Tribune populaire.
Typographique.
Travailleurs libres, marché Saint-Laurent.

U.

Union fraternelle de Belleville, au Casino.
Union fraternelle, au Petit-Montrouge.
Union fraternelle, 40, rue du Faubourg-Poissonnière.
Union républicaine de Bercy, 7, rue du Pont-de-Bercy.
Union républicaine, 12, rue de Madame.
Unité républicaine, 54, boulevard du Temple.
Union, 16, rue de Condé.
Union républicaine, 15, rue Jacob.
Union démocratique de Montmartre, à la mairie.
Union, à Saint-Denis, rue de la Chardonnerie.
Union de Plaisance.
Union des clercs.

V.

Vieux-Augustins, 8, rue des Vieux-Augustins.

Compte rendu des Clubs.

Le Comité révolutionnaire prévient les bureaux des clubs, des corporations d'ouvriers, que les séances des 15, 14 et 13 courant, seront employées à la discussion et à la formation de la liste définitive des candidats pour le département de la Seine. Il invite donc les délégués de chaque club à assister régulièrement aux séances prochaines, afin de prendre part aux délibérations.

Le bureau du Comité révolutionnaire,
Hubert, président; Louis Deplanque, vice-président; Gadon, Delaire, Lebon, Longepied, Sobrier, Cabaigne, Laugier.

— Le Comité révolutionnaire a reçu les délégués que l'armée lui a envoyés. Il attend avec l'impatience d'une profonde fraternité que les régiments qui n'ont pas encore fait leur choix lui envoient leurs représentants, c'est-à-dire trois délégués par régiment.

— Dans la correspondance du Comité révolutionnaire, nous avons remarqué la lettre que nous publions aujourd'hui. Elle apprendra aux réactionnaires quelle est l'union, la force des révolutionnaires.

Bourges, le 10 avril 1848.

« Citoyen,

« Un des délégués de votre club est passé parmi nous; ses paroles y ont trouvé un écho retentissant, que les faits qui ont précédés avaient du reste préparé. Nous soutenons, depuis huit jours, une lutte dans laquelle notre avenir est compromis; une illégalité révoltante avait été commise, et nous avons protesté, mais d'une manière énergique et calme, sans aucune manifestation hostile, sans aucun acte qui ait brisé les liens de la discipline; le bon droit était pour nous : « Plus d'arbitraire, avions-nous dit, que justice soit rendue à qui de droit. » Justice nous a été faite; mais aucune garantie ne nous est donnée.

« Citoyen, il est à regretter que notre collègue qui nous apporté des paroles d'encouragement, qui a offert un appui que nous cherchions vainement; que celui-là, disons-nous, n'ait pu nous consacrer plus d'instants; Loin de nous une idée de doute; à vous notre confiance, et cependant, en travaillant dans l'intérêt général, en vous aidant à propager des idées généreuses et justes, nous voulons nous expliquer franchement selon la droiture du cœur.

« Ce que votre représentant n'a pu nous développer faute de temps, nous vous le demandons : nous avons prouvé notre désintéressement; mais nous voulons marcher avec vous dans la voie du progrès et de la réforme; nous désirons aussi que vous nous la fassiez connaître et que vous nous enseigniez les moyens, si vous avez foi en nous. En vous nous mettons toute notre confiance, heureux de nous vouer sans restriction à la cause la plus sainte et la plus juste.

« Nous attendons avec l'impatience que vous comprendrez une réponse qui n'est, non pas une garantie, mais qui nous permette de détailler les faits antérieurs et nos desirs pour l'avenir.

« Salut et fraternité.

« Pour les sous-officiers du 12^e régim. d'artillerie. »

CLUB RÉVOLUTIONNAIRE ET SOCIALISTE DU RHONE.

Séance du 11 avril 1848. — Lecture et adoption du procès-verbal de samedi dernier.

Communication d'une lettre de Lyon rapportant un fait qui s'est passé le 6 avril, dans le sein du club du Progrès, à la Guillotière, au sujet de la candidature du citoyen Charles Lagrange, repoussée par suite des accusations indignes de deux membres de ce club. La connaissance de ce fait ayant soulevé l'indignation générale du club du Rhône, il est décidé, à l'unanimité, qu'il sera écrit au citoyen délégué du club, à Lyon, à l'effet de protester énergiquement contre de semblables attaques et de soutenir la candidature du citoyen Charles Lagrange.

Après cet incident, le citoyen président annonce que le Comité des Lyonnais combattants opère sa fusion avec le club du Rhône.

Le citoyen Picot, président de ce comité, en indique

(VOIR LE SUPPLÉMENT.)

SUPP

le but.
cas d'at
Après
Nomi
chargée
glemen
A l'a
l'effet d
sur lui
tion.

Propo
toyens
pouilly
nier, C
Le cit
et le cit
blée da
La sé
soir.

Les n
adresse
sérer :

« Les
ils se p
nis de
bution
républi
Bergère
tionale
« Qu'
des hon
par le r
s'occup
précède
dernier
un dém

« Qu'
ils s'adi
troyen c

« Qu'
bres du
secréta

« Qu'
au repr
se retir

« Qu'
comme
signé t
police.

« En
« Att
tion de

de tous
« Att
réunion

« Att
sont au

« Att
le but

nement
contrôl
les cito

« Att
société

but doi
à cœur

« Att
un droi

« Att
liberté

« Att
liberté

« Att
nisé, c
telles q
blicain

« Att
Atten

voir co
traies

« Att
ser excel

tous, de
et que

« Att
polé au

« Att
qu'aucu

la salle
d'un re

« Att
du club

une réu
maximi

donné

« Att
être ren

qu'on d

nir chaq

ouvriers
que de

à cette

« Att
à la loi

« Att
res du C

principe
sant à l

texte d'
devait se

« Att
ce qui e

club, à

droit de

« Att
droit ill

ont reco

d'eux ur

« Att
officiels

n'a pas

« Les

eux et le

les prin

blique. »

SUPPLÉMENT à LA COMMUNE du 13 avril.

le but. Ce but est de former une légion pour voler en cas d'attaque à la défense de la République.

Après discussion, ce projet d'union a été adopté. Nomination de deux commissions, dont l'une est chargée de rédiger la profession de foi, et l'autre le règlement du club.

A l'appel qui est fait du citoyen de La Moscowa, à l'effet de venir se disculper des imputations qui pèsent sur lui, il est répondu qu'il est retenu par indisposition.

Propositions et adoptions des candidatures des citoyens Charles Lagrange, Jules Favre, Charles Depouilly, Jules Seguin, Desavenière, Drigeard-Desgarnier, Castel et Vincent.

Le citoyen Charles Lagrange, entrant en ce moment, et le citoyen président Desavenière remercient l'assemblée dans des allocutions chaleureuses.

La séance est levée et renvoyée à jeudi, 7 heures du soir.

Les membres du Club de la Société républicaine nous adressent la protestation suivante, avec prière de l'insérer :

« Les soussignés déclarent que, le jeudi 6 de ce mois, ils se présentèrent, au nombre d'environ 500, et munis de cartes, pour lesquelles ils avaient payé la rétribution mensuelle du mois d'avril, au club de la Société républicaine, tenant ses séances tous les soirs, rue Bergère, au Conservatoire de musique, propriété nationale.

« Qu'arrivés là, ils trouvèrent la porte gardée par des hommes armés, et que l'entrée leur fut interdite par le motif que la réunion était secrète, que la société s'occupait de la formation de son bureau, et que la précédente séance avait été troublée par les auditeurs, dernière assertion à laquelle les signataires donnent un démenti formel et positif.

« Que sur le refus qui leur fut fait d'être introduits, ils s'adressèrent, voulant rester dans la légalité, au citoyen commissaire de police.

« Que deux démarches furent faites près des membres du club, l'une par un employé et l'autre par le secrétaire du citoyen commissaire.

« Que ces démarches furent vaines, et que force fut au représentant de la loi, de l'ordre et de la légalité de se retirer.

« Qu'alors les soussignés, pour eux et tous ceux qui comme eux étaient porteurs de cartes blanches, ont signé une protestation chez le citoyen commissaire de police.

« En conséquence, « Attendu que ces faits, qui constituent une usurpation de pouvoir, doivent être portés à la connaissance de tous ;

« Attendu que la liberté de pensée, de parole, de réunion a été solennellement proclamée ;

« Attendu que les mots liberté, égalité, fraternité sont aujourd'hui la devise unique de la nation ;

« Attendu que les réunions et sociétés formées dans le but de maintenir et conserver la forme du gouvernement nouvellement établi doivent être marquées au contrôle de surveillance active et incessante de tous les citoyens ;

« Attendu qu'il ne peut et ne doit point exister de sociétés secrètes ; que tous marchant vers un même but doivent le poursuivre franchement, au grand jour, à cœur ouvert ;

« Attendu que dans toutes les réunions soumises à un droit de taxe, il ne peut y avoir d'exclusion ;

« Attendu qu'on ne doit faire marchandise ni de la liberté de réunion, ni de la liberté de pensée, ni de la liberté de parole ;

« Attendu qu'il n'appartient qu'à un pouvoir organisé, constitué et reconnu de prendre des mesures telles que celles qui ont été prises par la Société républicaine ;

« Attendu que ces mesures, venant même d'un pouvoir constitué, seraient illégales, vexatoires et contraires aux idées et au système républicain ;

« Attendu qu'il n'appartient à personne de disposer exclusivement d'une propriété nationale qui est à tous, dont l'usage et la jouissance doit servir à tous, et que cette jouissance ne peut être érigée en monopole au profit de tels ou tels citoyens ;

« Attendu que ce monopole est d'autant plus injuste qu'aucune rétribution n'est payée pour la location de la salle du Conservatoire ; qu'ainsi l'Etat est frustré d'un revenu qui devrait lui être acquis ;

« Attendu cependant que les membres sociétaires du club et les membres auditeurs ou honoraires paient une rétribution dont le minimum est de 1 franc et le maximum indéfini ; que beaucoup de membres ont donné 5 fr. ;

« Attendu qu'en tout cas l'emploi de ces fonds doit être rendu public, ce qui n'a point encore été fait, et qu'on devrait certainement trouver là le moyen de venir chaque mois en aide soit au Gouvernement, soit aux ouvriers sans travail, ce qui serait plus patriotique que de refuser l'entrée du club à ceux qui ont pris part à cette cotisation ;

« Attendu que force et respect doivent toujours rester à la loi ;

« Attendu, dans l'espèce, que les membres sociétaires du Club républicain ont méconnu et la loi et les principes de liberté, d'égalité et de fraternité en refusant à leurs frères l'entrée du club, sous le vain prétexte d'une nomination de bureau, qui, en tout cas, devait se faire publiquement ;

« Attendu que si on trouble l'ordre dans les tribunes, ce qui est formellement démenti, les commissaires du club, à qui appartient la police de l'assemblée, ont le droit de mettre les perturbateurs à la porte ;

« Attendu que les membres du club se sont arrogé un droit illégal, liberticide en excluant des citoyens qu'ils ont reconnus comme membres honoraires en exigeant d'eux une rétribution ;

« Attendu qu'ils n'ont pas fait droit aux démarches officielles et légales de l'autorité, qui la première fois n'a pas même pu obtenir l'entrée du club ;

« Les soussignés déclarent protester hautement pour eux et leurs concitoyens contre cette violation de tous les principes reconnus et proclamés par la République. »

(Suivent les signatures.)

Le club de l'Emancipation des peuples, sur la proposition du citoyen Suzu, son président, vient de voter un appel aux délégués de toutes les corporations d'ouvriers, aux représentants des diverses branches du commerce et de l'industrie, aux publicistes et aux économistes, pour les inviter à former un congrès chargé d'éclairer par la discussion la grande question de l'organisation du travail. La première réunion de ce congrès aura lieu mardi, 23 du courant, à sept heures du soir, à la salle d'Antin, cité d'Antin, 29. La discussion s'ouvrira sur une proposition du citoyen Suau, tendant à rejeter le système d'organisation du travail présenté par le citoyen Louis Blanc, membre du Gouvernement provisoire, comme éminemment contraire aux intérêts de l'Etat et à ceux de la classe ouvrière. Tout citoyen qui désire faire partie de ce congrès est invité à venir se faire inscrire chez le président du club de l'Emancipation des peuples, rue de la Chaussée d'Antin, 59, où il lui sera délivré une carte d'admission.

Tandis qu'à Paris Georges Sand écrit à la Voix des Femmes qu'elle considère sa candidature à l'Assemblée nationale comme une assez mauvaise plaisanterie, voici qu'à Lyon le Journal de la Guillotière annonce que le Club central des Femmes vient de décider qu'une adresse serait présentée au Gouvernement provisoire dans le but de réclamer pour les femmes le droit d'élection.

— Les compagnons de tous les devoirs, réunis et réconciliés pour jamais devant la sainte autorité des trois mots de notre immortelle devise nationale : Liberté, Egalité, Fraternité, viennent de sceller cette union fraternelle par un nouvel acte, la création d'un club dit de tous les devoirs réunis, situé rue de l'Homme-Armé.

Clubs de la banlieue.

Aux citoyens membres du Gouvernement provisoire.

Citoyens,

Le club Républicain et les habitants de Poissy sont heureux de vous faire connaître leur adhésion franche et sincère à la République que vous avez proclamée.

Ils comprennent toute l'importance de la conquête de leurs frères de Paris, et toujours ils prêteront leur concours pour les aider à en recueillir les fruits.

Guidés par cette pensée, dans une de ses réunions, le club Républicain a ouvert dans son sein une souscription patriotique, qui s'est élevée à la somme de 725 fr. 85 c., qu'il offre avec bonheur à la République française.

« Dans une réunion de travailleurs qui a eu lieu à Batignolles le 10 courant, la fondation d'un nouveau club dans cette commune a été décidée à l'unanimité.

« Ce club portera le nom de Club des Travailleurs socialistes. La première séance aura lieu très-incessamment.

« Le bureau provisoire, nommé à l'unanimité, est composé des citoyens : Verge, président ; Lacour, vice-président, et Petit, secrétaire.

Clubs des départements.

COMITÉ RÉPUBLICAIN DU TROISIÈME CANTON.

Séance du 8 avril. — Le citoyen Compans, ex-procureur du roi, qui se porte comme candidat à l'Assemblée nationale, a fait sa profession de foi. Interrogé sur ses opinions touchant la liberté d'enseignement : — Il veut une instruction primaire, gratuite et obligatoire. Il ne reculerait pas devant les moyens coercitifs, tels que ceux qui sont employés en Allemagne. Des amendes proportionnées sont imposées aux pères de famille assez négligents pour refuser à leurs enfants le pain de l'intelligence. On peut accorder à un gouvernement populaire un droit d'investigation. Le peuple souverain a le droit de veiller au développement moral des membres qui plus tard composeront la souveraineté nationale. — Il votera pour l'affranchissement des presses, nécessaires à la véritable liberté de la presse. — Il établit sommairement qu'il est républicain du lendemain, mais partisan inné de la souveraineté du peuple.

Un citoyen voudrait que l'on prit acte des professions de foi des candidats qui se présentent, et que plus tard les représentants qui manqueraient à leurs promesses fussent immédiatement exclus de l'Assemblée nationale. — « Une fois, dit-il, que deux ou trois seraient dehors, les autres iraient bien mieux. » Cette motion est accueillie par des rires et de nombreux bravos.

COMITÉ CENTRAL RÉPUBLICAIN.

Quartier Saint-Paul.

Ce comité tient ses séances les lundi et jeudi, à sept heures et demie du soir, à l'ancien palais de justice, rue des Ayres.

MM. les gardes nationaux du bataillon de marine chez lesquels les tambours auraient pu négliger de porter immédiatement des convocations pour les élections qui vont avoir lieu, sont prévenus.

COMITÉ DÉMOCRATIQUE DES TRAVAILLEURS.

Dans la séance que le comité a tenue vendredi soir, maison Beaufils, plusieurs candidatures ont été proposées par divers membres de l'assemblée, notamment celles des citoyens Simiot, Richier, Lagarde, Compans, Bersot, Beaufils, l'abbé Sabatier, etc. Il a été décidé que le président écrirait à ces candidats pour les engager à venir exposer leurs principes dans la séance publique qui aura lieu mardi prochain, à 8 heures du soir, aux Quinconces.

M. Laterrade a écrit qu'il se rendrait aussi à la prochaine réunion pour faire une communication au Comité. (Courrier de la Gironde.)

CLUB RÉPUBLICAIN DE LA VILLE DE MEAUX.

Au citoyen rédacteur du journal la Commune de Paris, Echo des Clubs.

Citoyens,

La ville de Meaux ne devait pas rester en arrière de l'impulsion donnée par la capitale.

Le peuple de cette ville veut, comme celui de Paris, prouver au monde qu'il est digne de la grande mission qu'il a à remplir. Aussi ai-je la satisfaction de vous donner connaissance que plusieurs clubs sont formés, notamment le club Républicain de Meaux, dont les membres qui le composent sont en tout point dignes de l'initiative qu'ils ont prise. Les citoyens membres du bureau sont :

MM. Legendre, président ; Lefebvre (Jacques), Peridier, vice-présidents ; Senat, secrétaire ; Billeret, trésorier ; archiviste ; Humbert, Fouché, Rémond, Chapelle, commissaires ; Poanaston ; Boisseau ; Dagron ; Pierdon ; Legrand ; Pelletier, ancien coiffeur ; Humbert (Constant) ; Humbert père ; Guillemain (Michel) ; Guillemain ; Tasse ; Martin, épicière ; Polonais ; Martin (Daniel) ; Caniot (Louis) ; Foulon, menuisier.

Salut et fraternité,

SAMPSON.

Au citoyen rédacteur du journal la Commune de Paris, Echo des Clubs.

Citoyen,

J'ai l'honneur de vous donner avis que la commune de Villeparisis (Seine-et-Marne) vient de constituer son club afin de s'occuper du choix des représentants à envoyer à l'Assemblée constituante ; je suis heureux de pouvoir vous affirmer que son dévouement à la République et son esprit d'ordre est la garantie la plus certaine qu'elle enverra pour la représenter des citoyens dignes de son caractère.

Les membres du bureau sont :

Dagbert, président.

Roch, vice-président.

Théodore Peltier, secrétaire.

Salut et Fraternité.

SAMPSON.

Aux citoyens membres du Gouvernement provisoire.

Citoyens,

Le club républicain et les habitants de Poissy sont heureux de vous faire connaître leur adhésion franche et sincère à la République que vous avez proclamée.

Ils comprennent toute l'importance de la conquête de leurs frères de Paris, et toujours ils prêteront leur concours pour les aider à en recueillir les fruits.

La République saluée par les peuples de l'Europe.

Nous avons reçu ce soir la communication suivante : « Le chargé d'affaires d'Espagne à Paris a adressé la lettre suivante à M. de Lamartine :

« Paris, le 9 avril.

« Monsieur le ministre.

« Il est parvenu à ma connaissance qu'on fait circuler à Paris le bruit que le gouvernement espagnol non-seulement nourrissait des sentiments d'animosité contre le Gouvernement provisoire, mais encore qu'il préparait de longue main les moyens pour hostiliser un jour la France. A peine j'ai eu connaissance de ce fait, que je crois de mon devoir de m'empresser de désavouer formellement ces assertions. Mon gouvernement a témoigné à celui de la France ses desirs de continuer à entretenir avec lui les mêmes bons rapports internationaux qu'il avait avec le gouvernement antérieur.

« Le gouvernement espagnol ne s'est point départi un seul moment de cette manifestation. Le cabinet espagnol, sans aucune exception de personnes, n'a d'autres principes que celui du plus grand respect pour les autres peuples ; le maintien du droit qu'il a d'être respecté aussi à son tour, et celui de remplir le devoir de veiller à la tranquillité et à la prospérité intérieure, si combattues par tant d'années de guerre et de convulsions politiques.

« Il n'a pas d'autres principes ni d'autre arrière-pensée.

« Cette communication ayant pour objet de dénier immédiatement l'existence des idées avancées dans les bruits dont j'ai fait mention, répandus dans une intention sinistre et malveillante, et de les dénier près du Gouvernement provisoire s'ils étaient arrivés jusqu'à lui, aussi bien qu'envers le public, vous pourrez faire de cette communication l'usage que vous croirez le plus convenable pour parvenir à ces fins.

« Je saisis cette nouvelle occasion pour vous remercier, monsieur le ministre, les assurances de la très-haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être votre très-humble et très-obéissant serviteur.

« Signé ANNAO.

— L'adresse suivante a été apportée à Paris et présentée au Gouvernement provisoire par MM. Angelo Zauardini, Giacomo Nani, Alvise Caotorta, députés de la république de Venise.

Le gouvernement provisoire de la république vénitienne au citoyen ministre des affaires étrangères de la république française.

Ce n'est pas par les formules de la vieille diplomatie que nous débiterons en adressant à la République française nos remerciements fraternels. Elle a planté nos malheurs ; elle a félicité notre réveil ; elle nous a promis un appui dont nous avons beaucoup à espérer et rien à craindre. Le temps des interventions usurpatrices est passé, et ce ne serait pas un secours d'angeux qui nous viendrait d'un pays où Lamartine est ministre.

Venise est pleine des souvenirs des anciennes relations de l'Italie avec la France : une ville alors, valait un royaume. Les temps sont changés ; mais les idées et les sentiments n'en sont peut-être que plus purs et plus nobles. Les malheureux savent aimer ; il est bon quelquefois d'être opprimé pour mieux sentir la véritable grandeur.

Nous faisons des vœux pour la prospérité et la gloire de la France ; nous lui tendons la main avec un sentiment de reconnaissance que le temps ne rendra que plus fort.

Venise, 28 mars 1848.

Le président, MANIN.

Le secrétaire, JENNARI.

— La nouvelle de la révolution de France est arrivée à New-York le 18. New-York et Washington ont été dans l'enthousiasme. On a illuminé, on a tenu des meetings

pour célébrer la révolution européenne. Dans ces meetings on s'est longuement entretenu de l'émancipation de l'Irlande et de la constitution d'une république irlandaise. On a ouvert une souscription pour fournir des canons à l'île opprimée. Une adresse a été votée d'enthousiasme par les habitants de New-York au peuple français :

« Patriotes de Paris !

« Vous vous êtes levés contre la tyrannie, et les despotes ont disparu. L'heure suprême de la monarchie vient de sonner en France, et les unanimes acclamations de toutes les classes de citoyens ont salué le drapeau républicain arboré sur la capitale du monde démocratique.

« A cette glorieuse nouvelle, nos cœurs ont tressailli de joie, et à cet enthousiasme s'est joint celui de nos frères en démocratie. Les fils de cette contrée libre, où nous avons appris à connaître les bienfaits du gouvernement républicain ; les patriotes de toutes les nations européennes ; les Polonais, orphelins d'une noble patrie, tous ont fraternisé avec nous, tous ensemble nous avons applaudi à la proclamation de la République française une et indivisible.

« Grâce à votre héroïque persévérance, grâce à votre indomptable courage, les principes immortels de notre grande révolution triomphent aujourd'hui, et nous pouvons promettre à nos frères européens que bientôt nous verrons se réaliser l'union des peuples libres ; car la grande voix de la France crie aux peuples opprimés la généreuse devise de nos pères :

« Peuples, formez une sainte-alliance, et donnez-vous la main ! »

« Quelques inquiétudes affligent encore nos cœurs ; nous ignorons les détails de la lutte : peut-être la contre-révolution a fait un effort désespéré pour ressaisir le sceptre que vous lui aviez arraché ; peut-être la patrie pleure de nouvelles victimes... Mais nous ne ferons pas injure à leurs grands cœurs en permettant que les regrets que nous cause leur mort ternisse la joie que nous ressentons de votre triomphe.

« Si une implacable destinée a retardé encore de quelques heures le succès complet de vos efforts, vous avez du moins l'orgueil d'avoir héroïquement accompli vos devoirs, et nous aurons la faible consolation d'avoir appuyé de notre humble approbation votre courageuse entreprise. Vous avez donné à ceux qui vous suivront le noble exemple d'un sublime dévouement à la patrie... Mais non ! la cause républicaine a triomphé, parce qu'elle est la cause de l'humanité et de la civilisation... La France est une glorieuse république, et fière de sa force et de ses institutions libres, elle protège de sa puissante égide les patriotes de l'Europe entière. Toutes les nations brisent leurs fers, les trônes sont renversés, les autocraties vaincues, et la Pologne, cette avant-garde de l'armée révolutionnaire européenne, rassemble sous son glorieux drapeau ses enfants dispersés.

« Salut à toi, France républicaine, forte de l'union de tous les enfants, et de la sympathie des peuples ! Tu veilles en arme au dehors comme au dedans sur les ennemis de ta liberté, prête, si des insensés rêvaient un retour à la tyrannie, à les écraser au cri irrésistible de Vive la République ! »

La Révolution faisant le tour du monde.

ANGLETERRE.

Manifestation des chartistes.

Le gouvernement anglais avait pris les précautions nécessaires pour repousser une attaque. Les différents ministères étaient occupés par des troupes : les portes en étaient fermées et les fenêtres barricadées. Sur toute la ligne du Strand jusqu'aux chambres du parlement, les boutiques sont restées closes et les hôtels aristocratiques n'ont pas donné signe de vie. Des avis de la police, affichés dans les principales rues, portaient qu'il était interdit aux voitures de stationner sur la route que devait suivre la grande procession. Des patrouilles d'agents de la police et de soldats marchant, selon l'usage, à la file l'un de l'autre, sillonnaient dès le matin les rues encore désertes. Deux mille hommes de la garde et un fort détachement du 46^e régiment étaient chargés de la défense de la chambre des communes. Les citoyens, en grand nombre, qui s'étaient fait inscrire depuis plusieurs jours pour remplir les fonctions de constables spéciaux, se promenaient dans les rues avec le brassard de soie blanche. Enfin des affiches placardées près du pont de Westminster, par où devait passer le cortège, enjoignaient aux habitants de ne pas stationner sur ce point.

Bientôt tous les chemins de fer amenèrent des députations considérables de différentes villes, principalement de Manchester, Birmingham, Liverpool ; il était venu jusqu'à des Ecossais d'Edimbourg et de Glasgow. Ces députations apportaient des listes d'adhésion à la pétition.

Durant la nuit, un placard avait été colporté dans Londres et affiché. On y lisait :

« Habitants de Londres :

« Une grande révolution sera faite aujourd'hui. Les vieux principes de notre législation sont d'une autre ère. Nos lois et nos institutions ne répondent pas aux besoins de notre époque. Ils ne sont pas en rapport avec les nécessités de la civilisation et les lumières. Habitants de Londres, vous possédez un immense pouvoir. Vos forces, concentrées et unies avec celles de vos frères, dans tout l'empire, peuvent renverser l'édifice de tyrannie, d'hypocrisie et d'ambition, et assurer à vous-mêmes et à votre postérité les bienfaits que la vérité et la justice seules peuvent garantir... A cette époque de triomphe des peuples, il vous reste un grand acte à accomplir. Mais sachez que les Allemands, qui sont en ce moment à la poursuite de la liberté, les Italiens affranchis, les Polonais qui combattent, et les braves Français en république, vous regarderont d'un oeil de dédain si votre but n'est pas de jeter bas une usurpation oligarchique pour la remplacer par la légitime souveraineté du peuple tout entier.

« Dieu sauve le peuple ! »

A neuf heures et demie, les députés de la convention chartiste s'assemblèrent dans John-Street. Le public n'était pas admis dans la salle, et les seuls assistants étaient les sténographes des divers journaux et quelques dames. Le secrétaire annonça qu'il avait reçu le matin une communication des commissaires

de police portant que la procession était interdite, mais que la pétition pourrait être portée à la chambre des communes. M. O'Connor prit alors la parole. Après avoir déclaré qu'il n'avait jamais songé à désertir le poste dangereux qu'il avait à remplir, il dit que le temps de parler était passé et que le moment d'agir était venu. Le meilleur moyen de faire triompher la cause chartiste était, a-t-il ajouté, d'empêcher que le peuple n'entrât en collision avec les troupes.

Pendant ce temps, une population immense, qu'on évalue à 150,000 hommes, s'était rassemblée à Kennington-Common, d'où la procession devait partir pour aller à la chambre des communes. Chaque métier arrivait avec sa bannière. Des Irlandais faisant partie de la confédération de leur pays se faisaient remarquer au milieu de la foule par leur drapeau vert et orange. On apercevait de tous côtés des drapeaux tricolores, des perches surmontées de bonnets de la liberté et ornées de rubans rouges, bleus et blancs.

A midi, le char qui portait la pétition parut et fut accueilli par une immense acclamation et de véritables transports d'enthousiasme.

En ce moment un cri parti on ne sait de quelle bouche, jeta la confusion parmi la foule. Le bruit se répandit que M. O'Connor venait d'être arrêté. A l'indignation qui éclata aussitôt, on put juger que cette mesure aurait pu avoir les plus terribles conséquences. La présence même de M. O'Connor, qui se fit hisser sur le sommet d'une voiture que la foule avait interceptée, ne calma pas immédiatement l'agitation. Ce n'est qu'après de longs et infructueux efforts qu'il parvint à se faire entendre.

L'assemblée, après le discours de M. O'Connor, a consenti à se séparer, pour laisser porter la pétition à la chambre des communes, de la manière qui serait jugée la plus convenable par les délégués.

A la chambre des communes, les membres étaient au grand complet : on en comptait au moins 500. Toutes les galeries étaient encombrées de curieux. Derrière le fauteuil du sergent d'armes on voyait lord Campbell et plusieurs membres de la chambre des lords, M. Guizot et des étrangers de distinction. (C'est le Globe qui donne ce dernier détail.)

La pétition nationale, apportée dans des voitures, a été déposée sur le parquet au pied du bureau ; elle a été traînée dans la chambre avant que le président n'ait occupé le fauteuil, par M. Feargus O'Connor, assisté de deux personnes.

M. Feargus O'Connor (au milieu d'un profond silence). — Monsieur le président, je viens présenter une pétition signée par 3,760,000 personnes, et une autre pétition revêtue de 100,000 signatures dont les noms ne figurent pas sur la grande pétition. Les pétitionnaires demandent les parlements annuels, le suffrage universel, le vote au scrutin, l'égalité des districts électoraux, la suppression de la clause de la propriété comme donnant exclusivement droit au suffrage et le paiement des membres de la chambre. D'après la courtoisie que me manifeste la chambre, je n'ai plus qu'une chose à demander, c'est que la pétition soit lue par le clerc de la chambre.

Le clerc donne lecture de la pétition.

Après cette lecture, lord Morpeth se lève au bruit des applaudissements de l'assemblée. — M. le président, mon très-honorable ami, le secrétaire d'Etat au département de l'intérieur se trouverait ici sans les grandes et nombreuses occupations que lui imposent en ce moment les affaires nécessaires de son département. (Ecoutez !) Mais je puis déclarer, en son absence, que, quelle que puisse être son opinion sur les sentiments contenus dans cette pétition, il ne veut pas être réputé à raison de son absence, manquer au respect auquel a droit, sans aucun doute, une pétition signée par tant de monde. (Ecoutez !)

La pétition a été enlevée par quatre hommes et tout a été dit.

Dans la chambre des lords, le marquis de Lansdowne a annoncé le heureux résultat des événements, et lord Brougham ainsi que le duc de Wellington ont exprimé le vœu de voir le parlement prendre des mesures légales pour empêcher le renouvellement de pareilles éventualités.

Les hommes dangereux ne sont pas les chartistes, ce sont 12 à 15,000 individus habitués à vivre de vol et des milliers d'oisifs : voilà les classes dangereuses de Londres. Nous apprenons que bon nombre d'ouvriers, ouvrant les yeux sur le danger, ne paraissent pas dans les rues, et nous avons tout lieu de croire que la procession n'aura pas les proportions gigantesques espérées par la Convention. (Morning-Herald.)

On lit dans le Morning-Chronicle du 10 :

Il y a malheureusement à Londres beaucoup de gens sans travail, et il y a un certain nombre de bandits qui saluent toute confusion comme moyen de pillage. On a vu dans nos rues deux propagandistes français.

Des lettres de la frontière de Bosnie (Turquie) annoncent que les chrétiens viennent de se lever en masse. C'est la revendication des droits qui s'élève de toutes parts. La proclamation des droits égaux et de la devise : liberté, égalité, fraternité, est tout le secret de la régénération de l'empire ottoman. Un grand événement en Pologne et à Saint-Petersbourg indiquera le moment opportun.

Esprit des départements.

On écrit de Metz :

Les légitimistes et les partisans de la royauté déchaient jettent aujourd'hui le masque et relèvent la tête. Ils ont arrêté une liste de candidats qu'ils opposent à celle fixée par les républicains. Ils osent proposer aux habitants du département d'envoyer à l'Assemblée nationale des hommes comme les Gudin, les Paichans. La faiblesse ou du moins la fatale insouciance des délégués de la République est bien faite, il est vrai, pour les encourager. On se demande à Metz comment on laisse à la tête de l'administration deux députés pritchardistes. On se demande pourquoi les traitements des gros fonctionnaires ne sont pas réduits.

L'opinion publique s'émue, s'agite ; il est temps que le citoyen ministre de l'intérieur aise et remédie à ce mal. L'espoir des fonctionnaires est ici si peu favorable à la République, que pas un imprimeur n'a osé ni voulu imprimer un journal que les républicains

veulent fonder. C'est grave, encore une fois. Il faut agir énergiquement pour contrebalancer ces influences funestes, car les élections approchent.

Voici le discours prononcé hier par le citoyen Clément Thomas, commissaire général du Gouvernement provisoire, à l'occasion de la plantation de l'Arbre de la Liberté à Bordeaux.

Bordelais, mes amis, mes compatriotes !

C'est moi qui suis le représentant du gouvernement constitué par la Révolution de Février. On vous a dit peut-être que j'arrivais au milieu de vous pour vous imposer la République par la compression et la terreur. C'est un mensonge ! Je suis venu pour vous la faire aimer.

Soldat dévoué des principes qui viennent de triompher, j'ai combattu dix-sept ans pour en assurer la conquête ; je leur ai sacrifié ma jeunesse et ma liberté. Laissez-moi vous dire comment nous comprenons cette République que nous possédons enfin, et que nous saurons maintenir au prix de notre sang.

Cette République, nous la voulons grande, forte, digne, loyale et pure. (Acclamations unanimes.) Pure, comme les principes d'abnégation et de vertu qui doivent constituer son essence. (Bravos prolongés.) Nous voulons donner satisfaction à tous les droits méconnus, sans froisser les droits légitimes. Respect donc aux droits de la propriété ! (Bravos.)

Respect aux droits sacrés de la famille ! (Nouvelle approbation.) Respect aux croyances religieuses ! (Vives acclamations.) N'avez-vous pas vu ce peuple généreux de Paris protéger, au milieu même des émotions du combat, la religion, les personnes et la propriété ? Je l'ai vu, moi, sur les barricades, faire justice lui-même, fusiller de ses mains les misérables qui voulaient souiller sa victoire.

On a cependant calomnié ce peuple généreux. On vous a dit que Paris était en proie au désordre et à l'anarchie, lorsqu'au contraire, livrée à elle-même, la population, guidée par ses seuls instincts, a donné le plus magnifique exemple de modération et d'esprit d'ordre.

Mes amis, je vois toute la population bordelaise, magistrats, citoyens et soldats, réunis autour de ce symbole, dans l'élan d'une fraternité sincère ; les drapeaux qui flottent autour de moi, signe de ralliement de toutes les corporations diverses, prouveront à la France et à l'Europe, combien ils vous méconnaissent ceux qui osaient douter de votre dévouement sincère à la révolution et au Gouvernement républicain qu'elle a fondé.

Les principes que je viens de vous exposer sont les vôtres, j'en suis certain ; vous ne comprenez pas autrement que moi notre jeune, notre immortelle République. Eh bien donc, rallions-nous tous autour de cet arbre symbolique, et crions d'une voix unanime et retentissante : vive la République. (Acclamations générales et prolongées.)

Les commissaires du gouvernement ont reçu, sur les affaires de la Guérche, deux rapports qui rétablissent les faits et ajournent les alarmes que nous avions ressenties.

Des ouvriers mineurs travaillant pour la régie de Fourchambault, dans l'atelier de Bon-Milon, commune de Menetou, prévenus qu'il n'y avait plus de travail pour eux, se sont rendus successivement aux fourneaux de Feularde, de Torteron et du Chautay, où ils ont éteint les feux, entraînant bon gré malgré les ouvriers de ces divers établissements. Tous se sont dirigés sur Fourchambault, où, pour les disperser, le directeur des forges a été obligé de leur faire une distribution de pain et de vin.

Le lendemain, 4 avril, nouvelle réunion et plantation d'un arbre de liberté à Saint-Hilaire-de-Gondilly. L'ajoint est parvenu à renvoyer les perturbateurs dans leur village ; mais une bande de 50 à 60 individus s'est séparée du gros de la troupe et dirigée vers Menetou-Couture.

Arrivés au chef-lieu de la commune de Menetou, les mineurs ont assailli l'habitation de M. Rolland, qui par sa présence d'esprit a su leur en imposer. Les habitants du village, s'étant inégalement, sont parvenus, avec le secours de 60 hussards envoyés de Nevers, à disperser cette bande d'émeutiers.

Les gardes nationales et les autorités municipales de Néronde et de La Guérche se sont conduites avec le zèle le plus louable. M. Girault, l'un des délégués de l'arrondissement de Saint-Amand, s'était rendu sur les lieux et a contribué, par sa fermeté et ses paroles conciliantes, à maintenir la tranquillité. Le commissaire près le tribunal civil de l'arrondissement de Saint-Amand a commencé une instruction.

(Journal du Cher.)

La lettre suivante a été adressée aux habitants de Menetou-Couture par les commissaires du Gouvernement provisoire :

Citoyens de Menetou-Couture,

Un rapport de votre digne maire vient de nous apprendre avec quel zèle énergique vous vous êtes opposés aux folles tentatives de citoyens égarés.

Par votre courage et votre modération, vous avez rappelé au devoir les perturbateurs, rassuré les esprits timides, maintenu l'ordre dans vos contrées et défendu la liberté. Honneur à vous !

Continuez, et la reconnaissance du pays sera la digne récompense de vos efforts.

Vive la République !

Les commissaires du Gouvernement provisoire, Félix Piat, P. Duplan, J. Bidault.

La lettre suivante a été adressée aux commissaires du Gouvernement par le receveur général du Cher :

L'impôt extraordinaire des 45 centimes s'élève, pour la perception de Massay, à 19,485 fr. 55 c. ; M. Boutin, percepteur de cette réunion, a déjà recouvré et m'a versé 8,000 fr. Je porte ce fait à votre connaissance, non-seulement pour vous signaler le zèle que ce comptable a dû déployer dans l'exercice de ses fonctions pour arriver à ce résultat, mais encore pour que vous jugiez si, rendre public ce bon vouloir des habitants de la localité sus désignée, n'aurait pas une heureuse influence sur la volonté des citoyens des autres parties du département.

Il s'est formé dans le quartier de Serin (Croix-Rousse) un club appelé l'Harmonie. Son bureau est ainsi constitué :

Le citoyen Carville, président ;

Les républicains ;

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

— Il viendra mercredi

Le citoyen Gauthier, président; Gerbe, vice-président; Carville, premier secrétaire; Grandjean, deuxième secrétaire; Badin, trésorier.

Les réunions ont lieu trois fois par semaine : lundi, mercredi et samedi, à huit heures du soir.

Il vient de se former un nouveau club, qui s'intitule : club Soutien du peuple, 3, boulevard de la Paix, domaine du Lion-d'Or.

(Le Garde national de Marseille.)

Etranger.

ITALIE.

Le maréchal Radetzky s'est concentré sur la ligne de Vérone à Mantoue. Il continue de réorganiser son armée. Les positions qu'il occupe sont très-fortes par elles-mêmes, et il paraît avoir 40,000 hommes pour les défendre. L'armée lombardo-piémontaise avance à la suite des Autrichiens. La gauche est vers le lac de Garda, et la droite, commandée par le roi de Sardaigne, était le 5 avril à Bozzolo (route de Crémone à Mantoue), se disposant à traverser l'Oglio vers Marcara. Tous ces mouvements ne sont encore, des deux côtés, que préparatoires. En attendant, la Lombardie et la Vénétie s'organisent militairement avec ardeur.

Extrait de la Gazette de Milan et de son supplément du 7 avril.

L'ennemi ne nous attend nulle part et repasse le Mincio sans combattre. Aujourd'hui, le roi Charles-Albert arrive sur l'Oglio pour le franchir. Le quartier général est à Bozzolo, et le premier corps vers Marcara.

Nous apprenons d'Udine que le général Zucchi, à la tête de quelques Frioulais et de Vénitiens, s'est emparé par surprise de Palmanova, place forte de premier ordre, dont les fortifications avaient encore été augmentées à grands frais par les Autrichiens. Les généraux Giulay et Nugent marchent sur l'Isongo avec cinq régiments pour tâcher de la reprendre.

Le maréchal Radetzky a son centre à Vérone, sa gauche à Mantoue et sa droite à Peschiera. L'armée piémontaise, en s'avancant vers le bas Pô, pourra se mettre en communication avec les troupes romaines du général Durando.

Voici les divers détails parvenus au Gouvernement provisoire :

La colonne de volontaires de Manaro, qui opère au nord de Brescia, a repoussé 1,500 Croates qui voulaient s'ouvrir un chemin par la Valsabbia (vers le lac d'Ildro). Quoique ce ne soit pas là un fait d'armes bien important, il fait cependant beaucoup d'honneur à la légion.

Les Autrichiens sont sortis hier, pendant la nuit, de Montebello, Calcinato et Lonato, et ont pris la route de Mantoue et de Vérone, avec l'intention de resserrer le siège de Vérone : ils étaient suivis par les troupes piémontaises. Un rapport officiel annonce que le général Bes a dû camper ce matin devant Montebello avec la majeure partie de sa colonne. Un message a été envoyé hier jusqu'au delà de Castenedolo pour se mettre en communication avec le corps du général Trotti. La probabilité d'une bataille livrée à cet endroit a entièrement disparu. C'est Mantoue et Vérone qui seront le centre des opérations militaires.

Valsabbia se renforce chaque jour, de sorte qu'il n'y a plus à craindre une surprise de ce côté.

Une proclamation du maréchal Radetzky déclare Vérone en état de siège, et ordonne aux habitants, sous peine de mort, de livrer toutes leurs armes dans les vingt-quatre heures.

La garde de cette ville, qui a refusé de prêter serment de combattre dans les rangs autrichiens, a été dissoute et désarmée. Le feld-maréchal a frappé une contribution de trois millions, et à ceux qui ont refusé de faire partie de la nouvelle municipalité, il a donné vingt-quatre heures pour faire une réponse motivée. En attendant, il tient sous le séquestre l'hôtel de ville, celui du fermier général des contributions et autres. Pour empêcher qu'on sonnât le tocsin, il a fait occuper tous les clochers par ses soldats. On calcule qu'il peut y avoir 11,000 Autrichiens à Vérone ; les foris qui l'entourent sont tous garnis d'artillerie.

A Mantoue, d'après une correspondance, le gouverneur a frappé sur les israélites une contribution d'un million.

Trente est au pouvoir d'un corps assez considérable d'Autrichiens, mais elle est entourée par l'insurrection. Ainsi l'ennemi occupe tout le pays de Trente à Mantoue, et de Peschiera à Vérone.

Rome et la Romagne nous donnent leur milice ; gloire à Pie IX ! A Magnavacca de même qu'à Comacchio, les Autrichiens ont capitulé, laissant armes et bagages ; le fort a dû être évacué hier. Bondeno et Ferrare sont occupées par de nouvelles troupes de ligne pontificales.

La Gazette d'Augsbourg du 7 avril contient une lettre datée de Vienne, le 5 avril, dans laquelle nous lisons ce qui suit :

Par suite de la déclaration de guerre de la Sardaigne, on s'attend à une très-grande levée de troupes qui commencera sous peu. On recrutera d'abord (à l'exception de la Hongrie, qui est prête à mettre sous les armes, à elle seule, 100,000 hommes), 80 à 90,000 hommes, sans y comprendre la Landwehr. L'armée sera donc portée à un effectif de 300,000 à 350,000 hommes. Demain partira d'ici par le chemin de fer, pour l'Italie, le premier transport du corps de volontaires viennois, qui se compose déjà de 5,000 hommes. Ils auront des armes et des uniformes avec une solde égale à celle des chasseurs (6 kreutzer), et seront en général traités comme le reste de l'armée. Le prince Frédéric de Schwarzenberg les commandera.

On a résolu d'entamer des négociations pacifiques avec le royaume lombardo-vénitien. A cette fin, des commissaires du gouvernement, munis de pleins pouvoirs et des instructions nécessaires, sont partis pour Milan et pour le quartier général du feld-maréchal Radetzky. Cette nouvelle a produit un excellent effet.

D'après une lettre de Brescia, du 3 avril, Charles-Albert était attendu dans cette ville, venant de Crema ; les troupes quittaient Brescia le 3, se dirigeant vers le camp autrichien de Horatis. On attendait du roi le signal de la bataille. La garde royale piémontaise était le

2 à Crémone et marchait le 3 sur Mantoue, sous les ordres du duc de Savoie.

Radetzky était, le 2, à la tête de 50,000 hommes, entre Montebello et Vérone. Il avait avec lui deux régiments italiens qu'il forçait à se battre en plaçant derrière eux des canons chargés à mitraille : malgré ce procédé féroce, renouvelé de Frédéric II, les soldats italiens tiraient en l'air.

Milan, 5 avril. — Les bateaux capturés sur le Pô, à Brescello, sont arrivés à Milan par le canal de Pavie.

Des nouvelles dignes de foi qui nous parviennent de Vérone assurent qu'il y a dans cette ville 9,000 hommes de troupes autrichiennes, dont 1,000 cavaliers et 700 Croates venus de Peschiera, avant-garde de Radetzky, épuisés, affamés, avilis, mais chargés de butin. Le général d'Aspre, substitué à Gherardi dans le commandement de ces troupes, les a harangués en leur promettant le sac de Milan ; mais aucun mouvement n'a eu lieu les jours suivants. Les otages milanais sont arrivés le 29 à Vérone et ont été enfermés dans les forts de Saint-Félix de Castelvecchio. Il y a parmi eux l'avocat Gianni de Mantoue.

La croisade vénitienne marche sur Vérone ; 6,000 hommes sont déjà entre Vicence et Montebello, sous le général San Fermo. Zucchi, parti de Palmanova, se joindra bientôt aux croisés ; 15,000 Napolitains sont déjà entrés dans les Etats du pape.

La colonne de volontaires conduite par le brave Manara, jeune homme de vingt-cinq ans, d'une des premières familles de Milan, s'est déjà emparée de tout le pays environnant le lac de Garda et du gros bourg de Salò.

Radetzky avait essayé d'obtenir par la fraude ce qu'il n'a pu conquérir par les armes : le gardien du château de Brescia devait mettre en liberté les six mille prisonniers autrichiens qui auraient mis le feu à la ville et égorgé les habitants ; la trahison a été déjouée par la vigilance des patriotes.

A Castenedolo, les Piémontais ont échangé une vingtaine de boulets avec les impériaux, qui finirent par se retirer ; un escadron de hussards a été également mis en fuite par les volontaires à Molmetto.

Outre le pillage auquel se livrent les soldats de Radetzky, le maréchal lève, partout où il passe, de fortes contributions de guerre. A Vérone, il a demandé trois millions, et la ville se refusant à les payer, il a forcé toutes les caisses publiques et privées, et s'est emparé de tout le numéraire.

L'ex-vice-roi paraît être à Bolsano, sur l'extrême frontière du Tyrol italien ; il cherche, dit-on, à soulever les vallées allemandes qui ont donné de si intrépides combattants sous Oser en 1807 ; mais personne ne veut marcher contre les italiens.

AUTRICHE.

Vienne, 5 avril. — On a appris avec infiniment de plaisir que les insignes de l'empire déposés et conservés au trésor seraient remis aux Etats réunis à Francfort. L'empereur a dit : « Une jeunesse académique à la première levée l'étendard de l'empire, et personne n'est plus digne qu'elle de porter ces insignes au siège de la diète de l'empire. Aujourd'hui même les députés, ayant à leur tête le professeur Endlecher, se chargeront de cette mission. Aujourd'hui on a reçu la nouvelle des Etats du Tyrol que 40,000 Tyroliens s'armeraient pour la défense du pays. On a renoncé à envoyer l'archiduc Jean à Francfort. S. A. R. se rendra dans le Tyrol.

Le comte de Fiquelmont, qui craint de dire toute la vérité et qui veut profiter de l'exaltation du peuple pour opérer une diversion dans les esprits, vient de publier la proclamation suivante :

Le public a attendu avec une vive impatience des nouvelles sur le sort de l'armée d'Italie ; et quel Autrichien ne trouverait pas ce sentiment tout à fait naturel ! Mais aujourd'hui seulement le ministre des affaires étrangères se trouve en état de donner pour la première fois des nouvelles positives sur cette armée, dont il connaissait aussi peu les mouvements que le public même. Pendant neuf jours il n'était pas arrivé de nouvelles directes. L'insurrection générale dans le pays avait empêché toute communication, et il avait été impossible d'expédier des courriers. Le feld-maréchal Radetzky n'a pu se mouvoir que par détachements en masse, et partout il a été obligé de se frayer un passage les armes à la main. Maintenant cette situation pénible a cessé, et les communications directes avec Vérone et l'armée sont rétablies.

La concentration des divers corps de troupes est faite, et les divisions sont échelonnées entre l'Etich et le Mincio, et dans cette position avantageuse, elles peuvent défier toute attaque ennemie. Le feld-maréchal lieutenant prince de Schwarzenberg, qui s'est rendu avec la division de Brescia à Lodi, où il a opéré sa jonction avec le feld-maréchal Radetzky, est arrivé le 1^{er} sur le Mincio. Le feld-maréchal Radetzky était attendu le 31 à Vérone pour préparer les opérations ultérieures avec le deuxième corps d'armée. Il n'y a point de détails sur les événements arrivés depuis le 18 mars jusqu'à ce jour, et il faut attendre les rapports. Le public peut avoir la certitude qu'aucune nouvelle positive, bonne ou mauvaise, ne lui sera cachée. Toutefois, je regarde comme un devoir de ne pas égarer l'opinion publique par des bruits vagues et que rien ne garantit.

On a résolu d'entamer des négociations pacifiques avec le royaume lombardo-vénitien. A cette fin, des commissaires du Gouvernement munis de pleins pouvoirs et des instructions nécessaires sont partis pour Milan et pour le quartier général du feld-maréchal Radetzky. Cette nouvelle a produit un excellent effet.

Le prince de Metternich touchait de l'Etat, par an, pas moins de 98,000 florins (243,000 fr.), savoir : 72,000 florins comme traitement et 20,000 florins comme supplément de traitement, et, en outre, 6,000 florins pour la table. — Le nouveau ministre de la guerre, Zaninè, était, il y a trente ans, commis-négociant ; mais il a parcouru tous les grades militaires et s'est distingué comme administrateur. — M. de Hartig est parti pour l'Italie en qualité de négociateur. L'opinion publique lui est hostile ; on le regarde comme un partisan de l'ancien système. M. de Montecuculli aurait été mieux accueilli.

Francfort-sur-Mein. — La commission des Cinq, qui siège à Francfort vient d'adresser au peuple allemand la proclamation suivante :

« A vous tous qui habitez l'Allemagne et qui portez dans la poitrine un cœur allemand, nous adressons le présent appel ; et nous aussi, Croates, nous sommes de Schleswig, de la Prusse orientale et occidentale. Jusqu'ici les artifices de la diplomatie vous ont tenus séparés de nous ; aujourd'hui, au contraire, vous êtes nos frères ; notre patrie allemande doit être une grande et belle nation. Tout le peuple allemand le veut et la volonté d'un peuple est irrésistible. Des hommes investis de la confiance publique se sont réunis à Francfort pour préparer la réalisation des volontés du peuple. N'étant pas sortis de choix réguliers, ils ont regardé comme un devoir de convoquer une assemblée nationale constituante et d'abandonner à cette assemblée le règlement du sort futur de l'Allemagne. Tout le peuple allemand doit être représenté dans l'assemblée nationale. Aucune différence de condition de fortune ni de croyance ne limitera la liberté des élections. Tout citoyen de l'Etat, majeur et indépendant, est électeur dans son pays et éligible dans toute l'Allemagne. Comme base du bien-être du peuple, l'assemblée a reconnu :

« La liberté illimitée des opinions, liberté de conscience et de croyance. Droit d'association, protection de la liberté individuelle, indépendance des tribunaux, de la justice et institution du jury. Protection des classes laborieuses, répartition juste des impôts, indépendance des communes, par conséquent établissement de la justice envers tous. La subordination de l'individu à la généralité et le développement libre de l'esprit national exigent pour garantir ces biens précieux que jamais la volonté individuelle ne puisse résister à l'intérêt général. L'assemblée a résolu un armement général du peuple ; nous devons aussi être armés et prêts à nous défendre contre l'ennemi extérieur. L'assemblée a résolu de faire entrer dans la confédération germanique le Schleswig, ainsi que la Prusse orientale et occidentale. Elle a repoussé de l'Allemagne l'ignominie du partage de la Pologne et imposé au peuple allemand le devoir de travailler pour que leur patrie soit rendue aux Polonais.

« Quel que soit le résultat de ces résolutions, l'Allemagne est assez forte pour répondre des suites qu'elles pourraient amener. L'esprit de courage et de défense générale sont la plus sûre garantie de la victoire. Hommes d'Allemagne ! vous savez ce qui est arrivé et ce qui peut arriver encore ; c'est à vous d'achever ce que l'assemblée, au nom de laquelle nous parlons, a commencé. C'est en son nom que nous vous invitons à commencer les opérations électORALES avec gravité et régularité.

« Envoyez à l'Assemblée nationale des hommes simples et loyaux, des hommes qui ont prouvé au peuple que le bien-être général l'emporte chez eux sur l'intérêt privé, et qu'à leurs yeux la justice est plus haut placée que les égards pour les considérations de classes et les préjugés, et la vérité plus élevée que la victoire de l'opinion individuelle. Réfléchissez sur votre mission ; réfléchissez que vos pères vous regardent et que vos petits-fils vous demanderont un jour compte de ce que vous aurez fait de ce moment important pour le salut de la patrie. Soyez d'accord, vigilants et actifs, et ne vous reposez point avant d'avoir achevé la grande œuvre de l'unité et de la liberté de l'Allemagne.

« Francfort-sur-le-Mein.

« Le comité des CINQUANTE,

« Signé SOIRON, président,
« SIMON, secrétaire. »

HONGRIE.

Presbourg, 4 avril. — Le second rescrit royal n'a pas entièrement satisfait l'opinion publique. Howarth et son parti ont dit qu'ils l'acceptaient afin d'éviter l'effusion du sang. A Pesth, les radicaux voulaient planter le drapeau rouge ; les modérés sont parvenus à les en détourner en leur disant que la diète statuerait ultérieurement. L'emploi des militaires hongrois en Italie et dans la Galicie formera l'étincelle qui déterminera un vaste incendie. Les journaux hongrois expriment leur joie des progrès de la révolution dans le royaume Lombardo-Vénitien. Nous ne pouvons encore concevoir l'espérance de voir les affaires se développer tranquillement en Autriche ; aussi on est mécontent des demi-mesures. Hier une députation de jeunes gens est arrivée de Vienne pour inviter les Hongrois à seconder les Autrichiens dans leurs efforts pour conquérir une liberté semblable à celle de la Hongrie. L'agitation dure toujours.

ESPAGNE.

Madrid, 4 avril. — On ne peut que difficilement se faire une idée de l'état que présente tous les jours Madrid. Ce ne sont partout que des bruits d'insurrection : tous ceux qui s'accroissent dans la rue ne font que répéter ces paroles : « C'est pour aujourd'hui, c'est pour ce soir ! » tant chacun a conscience que l'état actuel ne peut durer longtemps.

L'agitation qu'il y a eu à l'université de San-Carlos s'est renouvelée aujourd'hui ; mais elle n'a pas duré longtemps et a été très-vite apaisée.

Barcelone, le 1^{er} avril. — Un mouvement révolutionnaire a eu lieu le 29 mars à Barcelone, auquel ont pris part surtout les étudiants de l'université. Un rassemblement considérable s'est formé sur la place de la Rambla, dans la rue del Carme et autres environnantes. La troupe, les gendarmes catalans, un détachement de cavalerie et d'artillerie ont pris position autour de la Rambla. Les étudiants, qui s'étaient renfermés dans le collège, en ont ouvert les portes après quelques pourparlers avec l'autorité militaire, qui accueillit avec bienveillance leurs plaintes, et les engagea à se retirer chez eux avec tranquillité ; ce qu'ils firent ; mais sur la place et sur celle surtout de la Boqueria, des groupes possédèrent des cris de : *Vive la République* ! et manifestèrent des intentions hostiles. Quelques coups de fusil furent échangés. Une pauvre femme a été tuée et un gendarme blessé mortellement.

A trois heures les troupes sont revenues à leurs quartiers ; la population était rentrée dans le calme.

La police a découvert une société secrète dont les membres ne sont pas fort connus. On a saisi des imprimés, qui ont pour titre : *Gouvernement central en expectative*.

Le bruit d'un mouvement a été complètement démenti et supposé par les journaux (Internacional.)

ÉGYPTE.

Alexandrie, 29 mars. — Au milieu de cette perturbation générale des affaires que les événements de Paris ont fait naître, nous avons appris avec plaisir, par le dernier bateau français, que S. A. le vice-roi s'était entièrement rétabli à Naples, et qu'au plus tard dans une vingtaine de jours elle serait ici. Ce retour est un heureux événement pour le pays.

Son Altesse, en apprenant les événements de Paris, voulait venir de suite en Egypte. Ses médecins s'y sont fortement opposés et l'ont engagée à passer quelques jours à Naples.

S. A. Ibrahim-Pacha revient avec elle.

Le pays est très-agité par suite des nouvelles de France.

Toutes les affaires sont suspendues, le commerce souffre beaucoup.

Un malaise inouï se fait sentir, et pour peu que cela continue, nous aurons à déplorer des malheurs. Dieu veuille que nous nous trompions dans nos prophéties !

Une circulaire de S. E. Hosro-Bey prévient le corps diplomatique de vouloir bien mettre un terme aux fréquentes manifestations sur les événements de l'Europe.

— Une correspondance particulière, datée du vapeur l'*Osiris*, le 7 avril, contient les nouvelles suivantes :

« Le vice-roi d'Egypte a quitté Naples pour se rendre dans ses états ; il était dans une position qui laissait peu d'espoir pour sa guérison. La science était parvenue à arrêter sa dysenterie ; mais sa faiblesse était telle, qu'on ne conservait aucun espoir de son rétablissement. S. A. était à bord du vapeur l'*Alexandre*. »

« S. A. Ibrahim-Pacha a suivi son père sur une frégate à vapeur de 430 chevaux que l'amirauté anglaise avait mise à sa disposition. »

« A Alexandrie, comme je vous l'ai dit, on préparait de grandes fêtes pour le retour de S. A. le vice-roi, qu'on croyait entièrement rétabli. »

« M. Eugène Poujade, consul de France à Malte, est à bord de l'*Osiris*. »

« M. Poujade est appelé à Paris par le Gouvernement pour être chargé de fonctions diplomatiques. »

« M. Leduc, chancelier, reste pour gérer les affaires du consulat de France. »

RUSSIE.

Une lettre de Russie arrivée à Tilsitt parle de troubles qui auraient éclaté à Saint-Petersbourg et Moscou.

Faits divers.

Le chef arabe Bou-Maza, qui a été arrêté à Brest, est arrivé hier à Rouen, d'où il est parti pour le fort de Ham, où il va probablement être interné.

— On commence les préparatifs d'une grande et magnifique fête nationale qui aura lieu dimanche prochain, croit-on, au Champ-de-Mars pour la remise des drapeaux de la République à la garde nationale, à l'armée et aux légions d'ouvriers. La fête se terminera par un banquet de cent mille couverts auquel prendront part, avec les membres du Gouvernement provisoire, les délégués de l'armée, de la garde nationale et des ouvriers.

— Par arrêté du 9 avril, le citoyen préfet de police a homologué le tarif des prix de main-d'œuvre et des travaux d'embarquement et de transbordement des marchandises sur le bassin de la Villette et les canaux Saint-Denis et Saint-Martin. Ce tarif a été arrêté d'un commun accord, sous la présidence des autorités, le 6 avril, entre les délégués des ouvriers et des négociants. C'est ainsi que, tous les jours, des traités de paix et de fraternité se signent entre les travailleurs et les chefs d'industrie.

— Le conseil de défense vient de décider que chacune des divisions de l'armée des Alpes sera augmentée d'une brigade.

Il est fortement question de donner définitivement le commandement en chef de cette armée à M. le général de division Bédouin, bien que cet officier général ne soit pas le plus ancien des quatre généraux divisionnaires.

— On a frappé en France, depuis l'introduction du système décimal, environ un milliard deux cent mille francs en pièces d'or, et quatre milliards en pièces d'argent et de billon ; il est vrai que notre monnaie d'or a disparu, car l'excellence du titre l'a toujours fait rechercher à l'étranger ; notre monnaie d'argent circule également sur tout le continent. Toujours est-il qu'on ne saurait évaluer à moins de deux milliards et demi la masse des espèces métalliques qui existait en France au moment de la révolution de février.

— Quelques journaux, et notamment l'*Estatette* en date d'hier, contiennent des détails sur un vol important qui aurait été commis à une heure avancée de la nuit, dans la boutique d'un sieur Trutey et non Grutey, bijoutier, rue Geoffroy-Marie, 9.

Ce vol, par son importance (il s'agissait d'une valeur de 25 à 30,000 fr.) et par les circonstances qui l'avaient accompagné, était en effet de nature à jeter l'alarme, non-seulement dans le quartier où il aurait été consommé, mais encore dans tous les autres quartiers de Paris, en laissant supposer l'absence de surveillance des agents chargés de ce service.

Averti immédiatement, le préfet de police envoya sur les lieux le chef de la police de sûreté, qui, d'accord avec le commissaire de police Yon, se livra à un examen minutieux de la boutique occupée par le sieur Trutey.

De cet examen il résulta pour les agents la conviction qu'un vol n'avait pas été commis ainsi qu'il était indiqué par ce négociant.

En effet, la devanture de boutique de ce bijoutier se garnit chaque soir de volets doublés en feuilles de tôle retenus par des traverses ou barres et des boulons qui s'accrochent à l'intérieur. Les voleurs avaient dû scier les boulons pour déranter un volet, afin de se faire un passage à travers le vitrage. Or, le sciage présentait une extrême difficulté et avait exigé un long espace de temps. Il avait été exécuté d'une manière si nette, qu'il était facile à un œil exercé de reconnaître que cette section n'avait point eu lieu à l'extérieur, alors que les barres dont il a été question plus haut étaient boulonnées ; d'un autre côté, les traces que le sciage

des boulons avaient laissées ne correspondaient point à celles qu'on remarquait sur les volets.

Interrogé sur ces circonstances et sur d'autres toutes matérielles, indiquant l'impossibilité du vol tel qu'il le rapportait, le sieur Trutey fut obligé d'avouer qu'en effet il n'avait « été victime d'aucune soustraction, mais qu'étant dans de mauvaises affaires et sur le point de faire faillite, il avait eu recours à ce stratagème pour obtenir de ses créanciers meilleure composition. »

Sommé de représenter les objets qu'il avait fait disparaître, le sieur Trutey conduisit les agents dans sa chambre à coucher, et retira d'une cachette qu'il avait pratiquée dans une cloison des paquets enveloppés de papiers et renfermant des bracelets, couverts, chaînes, bagues, broches, etc., tous les objets enfin qu'il disait lui avoir été soustraits.

Ces marchandises ont été laissées à la disposition de la dame Trutey, que rien jusqu'à présent ne fait supposer avoir eu connaissance des projets frauduleux de son mari. Ce dernier a été mis en état d'arrestation.

Il résulte de ces faits, qui ressortent des procès-verbaux mêmes, que la population parisienne n'a point à s'inquiéter des bruits qui ont circulé sur le défaut de surveillance que ce prétendu vol semblait accuser. Des mesures sont prises, au contraire, pour prévenir toutes tentatives du genre de celle dont le quartier de la Boule-Rouge s'était si vivement ému en apprenant la consommation d'un crime qui annonçait une audace peu commune.

— Un service funèbre en l'honneur des Espagnols victimes de la liberté et morts dans les dernières tentatives d'insurrection à Madrid a eu lieu aujourd'hui à l'église de la Madeleine. Une centaine d'Espagnols assistaient à cette cérémonie à laquelle se trouvaient aussi des membres des sociétés démocratiques, des dames espagnoles et un détachement de garde mobile. Après le service religieux, le cortège s'est rendu en procession à la salle Bonne-Nouvelle, où une oraison funèbre a été prononcée par un prêtre espagnol. Plusieurs drapeaux étaient portés dans cette réunion. Les principaux étaient le drapeau tricolore rouge, jaune et bleu de la *Federacion Iberica* ; le drapeau français, auquel étaient jointes les couleurs espagnoles, et le drapeau portugais.

— On s'attend que le décret autorisant la Banque de France à émettre les billets de 50 fr. paraîtra ces jours-ci, et comme ces petites coupures sont toutes prêtes, elles pourraient être émises à la fin de cette semaine. Quant aux billets de 20 fr. dont il a été question dans les journaux, leur émission est probable, mais elle n'est pas encore définitivement arrêtée. Elle n'aurait lieu, dans tous les cas, que plus tard, quand on aurait pu apprécier l'effet de la création des coupures de 50 fr.

— On sait que l'ancienne prison pour dettes de la rue de Clichy est transformée en ateliers nationaux pour les tailleurs. Cinq à six cents ouvriers y travaillent tous les jours. Ils sont en ce moment occupés à confectionner l'uniforme de la garde mobile. Ce matin, plusieurs compagnies de cette garde envahissaient les cours de l'établissement ; les hommes venaient prendre mesure de la tunique et du pantalon qu'on doit fournir à chacun d'eux.

— On écrit de Besançon au *Journal de la Côte-d'Or* : « Vraiment, notre siècle est le siècle des révolutions. La semaine dernière, les jeunes demoiselles du Sacré-Cœur se sont insurgées contre leurs institutrices. On ignore encore quels étaient la cause et le but de cette révolte ; mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'elles appelèrent à leurs secours les lycéens, dont l'établissement n'est séparé que par un mur de l'institution du Sacré-Cœur. Les jeunes citoyens internes se firent un devoir de voler au secours des jeunes filles dans le malheur ; ils arrivèrent, et tout fut bientôt apaisé. Jeunes gens et jeunes filles sortirent bras dessus bras dessous du pensionnat, et ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'on parvint à rattraper les colombes fugitives. »

— On nous communique la note suivante : « Personne n'ignore les difficultés qu'éprouvent le commerce et l'industrie pour se procurer du numéraire : chaque jour l'argent devient de plus en plus rare, et pourtant la monnaie ne cesse de trapper des pièces au type de la République. Nous croyons qu'il faut uniquement attribuer cette pénurie du numéraire à l'accaparement des changeurs, qui l'achètent à un taux exorbitant. Où va cet argent ? l'exporte-t-on ? les riches l'enfouissent-ils pour priver le commerce de ses ressources ? Espérons que le Gouvernement provisoire remédiera à un tel ordre de choses, qui tend à paralyser complètement toutes les transactions. »

— Cette nuit, entre minuit et une heure, des piquets de garde mobile et de garde urbaine à cheval stationnaient dans les environs de la rue Bourbon-Villeneuve pour prêter main-forte, au besoin, aux agents de la police qui, sur une dénonciation, devaient faire une arrestation dans cette rue.

En effet, l'on a arrêté et conduit à la préfecture le nommé Barbier, herboriste, demeurant au n° 53. Dans la perquisition faite chez lui, on a trouvé vingt-cinq fusils, deux caisses de poudre et de cartouches, et un assez grand nombre de sabres. Au moment de son arrestation, deux individus qui étaient dans la maison parvinrent à s'esquiver. La maison a été gardée, aujourd'hui 8, toute la journée, par quatre hommes à pied à l'intérieur et quatre cavaliers à l'extérieur. Interrogé sur ses complices, Barbier a répondu qu'il aimerait mieux avoir la tête tranchée que de les découvrir.

Les renseignements que nous avons pu recueillir nous ont appris que la fille de Barbier avait été blessée le 25 février, étant sous sa porte, par une balle venant des gardes municipaux et qui l'avait atteinte au visage. En raison de ce malheur, son père avait déjà reçu des secours du Gouvernement provisoire, et il était en instance pour obtenir une pension pour sa fille.

Barbier était un des candidats au grade de sergent dans la 5^e légion.

— Certains journaux ne cessent de pousser à la panique ; à les entendre, la France serait le pays d'Europe le plus dénué de ressources. Que les personnes qui s'agitent et vivent sous l'influence de la peur jettent les yeux sur la statistique suivante, et leurs frayeurs cesseront immédiatement :

Il y a en France 10,282,946 propriétaires fonciers. 215,168 propriétaires de rentes perpétuelles. 58,503 propriétaires de rentes viagères. 454,875 pensionnaires de l'état. 104,525 individus ayant un emploi sujet à cautionnement.

Et 627,850 individus salariés par l'état.

Enfin, on compte dans la République française 24,141,420 propriétaires, agriculteurs, industriels, commerçants et artisans.

— Une instruction se poursuit sur la plainte portée par M. Taschereau contre le sieur Blanqui, à raison de la lettre publiée par ce dernier dans les journaux. M. Blanqui a reçu citation à comparaître aujourd'hui mercredi devant le juge d'instruction chargé de cette affaire.

— Les blessés de Février sont invités à se réunir jeudi 15 avril, à neuf heures du matin, au Palais-National, pour recevoir une communication très-importante.

— M. Cœur, lieutenant-colonel du 29^e de ligne, candidat aux élections du département de la Seine et de la Haute-Garonne, vient d'être nommé, par arrêté du Gouvernement provisoire, colonel du 5^e de ligne. Cette haute marque de confiance ne fait que fortifier ses titres à cette double candidature, à laquelle nous savons qu'il tient plus jamais.

— On assure qu'il paraîtra bientôt un travail comprenant 7 à 800 promotions d'officiers, parmi lesquelles celles de 4 à 500 sous-officiers. Les hommes placés à la tête de l'administration de la guerre travaillent activement à mettre nos institutions militaires en harmonie avec le principe fécond et désormais impérieux de la souveraineté populaire.

— Le général Bédouin, commandant de la 1^{re} division militaire, nommé par le Gouvernement provisoire au commandement de la 1^{re} division de l'armée des Alpes, était encore ce matin à l'hôtel de la 1^{re} division, attendant les instructions et l'ordre de départ du Gouvernement provisoire.

On assure qu'un commissaire de la République sera placé avec le général en chef à la tête de l'armée des Alpes.

— La police a fait hier une descente rue de la Chaussée-d'Antin, et y a saisi un jeu de roulette. Les joueurs ont déclaré comment ils avaient été amenés dans cette maison qui avait été tenue précédemment par la même personne, rue Bergère.

Le banquier ainsi que le tailleur de roulette, devant lequel était une somme de 10,000 fr., ont été amenés à la préfecture de police et mis à la disposition de la justice.

Un riche mobilier a été saisi ainsi que la roulette et ustensiles qui servaient à l'exploitation du jeu dont il s'agit.

— Le nombre des travailleurs inscrits sur les ateliers nationaux est aujourd'hui de quarante-cinq mille. L'administration annonce que de nouveaux embrigadements se feront à partir de lundi. Ce chiffre sera donc bientôt dépassé. Le salaire de chaque ouvrier peut être porté l'un dans l'autre à 2 fr. par jour, ce qui donne une somme de 90,000 fr. par jour à distribuer dans Paris seulement.

— Trois délégués de la ville de Venise se rendent à Paris pour offrir au Gouvernement provisoire un acte d'adhésion à la République française.

— Le gouvernement milanais avait offert au général Dwernicki un commandement important dans son armée. L'illustre Polonais a dû refuser cette marque de confiance pour se diriger vers le rendez-vous, où l'attendent ses compatriotes sur le sol de sa patrie.

Ces régiments, néanmoins, ne feront aucun mouvement de concentration et resteront jusqu'à nouvel ordre, dans leurs garnisons respectives.

— Des ordres viennent d'être envoyés à tous les régiments d'infanterie et de cavalerie qui se trouvent dans les départements du Nord, de former immédiatement leurs bataillons et escadrons de guerre.

— Le citoyen Clavel, juge de paix à la Clotat, offre au gouvernement de la République, pendant tout le temps que durera la crise financière actuelle, la moitié de son traitement.

— Des articles insérés dans plusieurs journaux pouraient faire supposer que, pour 1848, les élèves à admettre à l'école de Saint-Cyr seront choisis parmi les candidats qui avaient été déclarés admissibles à l'école par suite des examens de 1847.

Les bruits qui ont circulé à ce sujet ne sont point fondés. Des modifications pourront être faites au mode d'examen et aux conditions d'admission ; mais des examens nouveaux seront nécessaires pour les admissions nouvelles, et les jeunes gens qui désirent concourir en 1848 n'en doivent pas moins se faire inscrire dans les préfectures, selon les conditions déterminées par les instructions du 26 décembre 1847.

— C'est le 10 de ce mois qu'expire le délai de rigueur accordé par le Gouvernement provisoire aux citoyens pour fournir les états des pertes et dommages qu'ils ont pu éprouver par suite de la révolution de février.

— Un grand agronome s'entretenait l'autre jour avec un membre du Gouvernement provisoire sur la nécessité de commander largement l'agriculture : « Savez-vous, reprit notre homme d'état, quelle est la plus belle commande qu'on puisse donner en France aux travaux agricoles ? Des chemins, et encore des chemins. Eh bien ! l'engagement pris par le Gouvernement d'assurer du travail aux bras inoccupés se traduira surtout en construction de routes. Nous ferons qu'il n'y ait pas en France un clocher qui ne corresponde avec tous les clochers, pas un hameau qui n'ait un débouché sur un chemin praticable. Cette œuvre coûtera cher, sans doute ; mais elle rapportera au pays dix fois ce qu'elle lui aura coûté. (L'Union.) »

— Un incendie s'est déclaré cette nuit dans Paris à une heure du matin. Une femme enfermée dans une soupenne allait devenir la proie des flammes lorsqu'elle a été sauvée par le citoyen Edouard Lipmann. Cet héroïque citoyen s'est blessé en accomplissant cet acte d'humanité.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damielle, 2.